

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

Tous fils de la sainte église, de la propriété et du capital	page
Quand " nos communistes " défendent la petite propriété	4
La société communiste	10
La tactique du parti communiste	23
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	47
Notes d'actualité	53
Au congrès de la C.G.T. Berlin et l'internationalisme prolétarien La grandeur en pénitence	

TOUS FILS :

de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital

La dernière encyclique du Pape Jean XXIII « Mater et Magistra » est l'édition 1961 de la fameuse « Rerum novarum » du siècle dernier. Elle sera pour nous, marxistes révolutionnaires, l'occasion de rendre hommage à notre façon à la Sainte Eglise apostolique et romaine, ennemie jurée du socialisme, mais ennemie ouverte, franche, ferme comme le roc. Ses principes sont millénaires et ils restent aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, toujours organiquement liés l'un à l'autre. Elle lutte aujourd'hui de la même façon qu'hier pour les défendre, et c'est à tort qu'on prétend que sa force réside dans sa faculté de s'adapter aux temps que nous vivons : c'est au contraire la « voix du siècle » qu'elle excelle à adapter à son système.

La dernière encyclique ne dit rien que l'Eglise n'ait cessé de proclamer depuis qu'elle existe : les maux, les misères, les infamies de la société actuelle, comme de celle qui l'a précédée, sont des péchés de l'âme individuelle et collective ; le remède est moral et religieux ; la thérapeutique ? Une application intensive de justice et de charité. Pour l'Eglise, la société humaine est une famille condamnée à perdre son équilibre intérieur dès qu'elle s'éloigne de Dieu, mais qui le retrouvera grâce à la bonne volonté des individus et des groupes à retourner aux préceptes éternels de l'Evangile. Le rapport n'est pas entre classe et classe, mais entre l'Homme et Dieu, et la médiatrice, c'est elle, mère et sœur aimante des hommes.

Il ne servirait à rien d'objecter que Rome prêche bien, mais agit mal. Elle aurait une réponse facile toute prête : institution d'origine divine, mais humaine en fait, l'Eglise peut momentanément errer ; mais le corps de principes immuables dont elle reste dépositaire en dépit de toutes les erreurs terrestres, lui, est toujours vrai.

Où pareil système d'idées, pareille institution pourraient-ils trouver un adversaire aussi ouvert, aussi irréductible qu'eux-mêmes, sinon dans une idéologie et une organisation tout aussi granitiques, mais renversant leurs fondements théoriques et dressant contre la société de classe qui fait leur force la puissance organisée de cette classe « qui résume en elle tous les maux et injustices de cette société », le prolétariat ? En dehors du Parti révolutionnaire et marxiste et du prolétariat dont il est la forme supérieure d'organisation, personne ne peut opposer aux encycliques papales un langage aussi homogène, aussi fidèle à lui-même, aussi dépouillé d'hypocrisies et de dissimulations qu'est le leur. Tout le reste n'est que misérables bélements, non pas d'adversaires de l'Eglise, mais d'« émulateurs » impuissants. Nous seuls, marxistes révolutionnaires, n'avons aucune place sous son aile, et nous seuls sommes capables d'en être fiers.

Voyez par contre tous les « grands » courants qui continuent leurs joutes sur la scène politique et sociale du monde entier : les libéraux, qui depuis belle lurette ont jeté par-dessus bord le principe du « laissez faire, laissez aller » en économie et celui de la laïcité en théorie ; les radicaux qui se réclament de la conscience d'une « personne humaine » dépourvue de toute consistance réelle ; les soi-disants marxistes qui, en fait sinon en paroles, ont relégué au grenier le matérialisme historique pour embrasser un réformiste teinté de cet étatisme paternaliste de Lassalle qui est la bête noire des véritables révolutionnaires socialistes ! Tous, qu'on le veuille ou non, sont dans la ligne d'un réformisme humanitaire « tendant à épargner à l'individu les dures expériences de l'erreur et de la douleur », comme l'a écrit un bourgeois qui pensait probablement à cette « erreur » et « douleur » suprême qu'est la Révolution pour tous ses semblables. S'ils y sont, c'est justement au nom de l'« équité », de la « responsabilité » et de la « modération » que le pape invoque, et si leur réformisme pouvait avoir un hymne, le refrain n'en serait plus « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », mais bien : « hommes de bonne volonté, unissez-vous ! »

*
**

Vous tous qui avez trahi vos principes, renié les raisons de votre lutte, libéraux, radicaux, socialistes et communistes d'opérette que vous êtes, votre place est sous l'aile du Saint-Pontife, dans cette Eglise de la Propriété et du Capital qui, elle, du moins, ne s'est jamais démentie. Que dit donc la dernière encyclique que vous ne disiez vous-mêmes, avec toutefois cette différence qu'elle n'a pas votre méprisable hypocrisie et ne troque sa foi contre aucune autre ? Dans une synthèse qui sait ne rien dissimuler de ses origines idéologiques et de ses buts sociaux, que prêche-t-elle que vous ne prêchiez déjà ? Tout y est : la coexistence pacifique ; l'engagement à faire des réformes ; la défense de la petite et moyenne propriété du paysan et de l'artisan, qui se trouve ainsi recevoir en même temps les bénédictions du pape et celles du Kremlin ; le respect de la personne humaine, cette fleur de rhétorique qu'on retrouve dans tous vos discours de Parlement ou de meetings. Bien mieux : la revendication papale d'un équilibre entre les divers secteurs de la société et de l'économie va jusqu'à réclamer « des terres et des capitaux » pour les aires sous-développées d'Europe et du monde : mais qu'ont fait d'autre, tout récemment, les stalino-krouchtcheviens ?

Lorsque l'encyclique réclame une « collaboration entre les classes et les Etats » qui ne lésât pas « la personnalité » des contractants et qui, dans sa forme d'aide matérielle et financière, s'inspirât « du plus sincère désintéressement politique », elle ajoute qu'autrement « il faudrait déclarer ouvertement qu'il s'agit d'une nouvelle forme de colonialisme qui, tout habilement masquée qu'elle soit, ne serait pas moins régressive que celle dont bien des peuples se sont récemment libérés et qui influencerait donc de façon négative sur les rapports internationaux, constituant une menace et un péril pour la paix du monde ». Que diable disent d'autre les réformistes krouchtcheviens, quand ils réclament des capitaux pour les nouveaux Etats d'Afrique et d'Asie (et des subsides pour la petite et moyenne paysannerie !), mais sans « liens » de

dépendance, sans intérêts usuraires et sans clauses politiques humiliantes ? Tout y est donc bien, y compris l'invocation à la « paix » qui devrait être le fruit d'accords respectant les principes de la morale des nations, et, bien entendu, la main tendue finale « non seulement à tous nos frères et nos fils dispersés dans le monde », « mais aussi à tous les hommes de bonne volonté » !

*
**

Nous pourrions continuer à l'infini, mais nous voulons relever tout de suite que le Festival de la Jeunesse convoqué le 25 juillet à Moscou semblait frais émoulu des leçons de cette encyclique. La presse cléricale aurait eu tout autant de raisons que l'Humanité de se féliciter de l'extraordinaire variété politique et idéologique de cette réunion, où les confédérations syndicales côtoyaient les délégations démocrates-chrétiennes d'Amérique latine, la « véritable Jeunesse » de la monarchie cambodgienne et les « Jeunesses » du parti gouvernemental de Ceylan formé de socialistes et de trotskysants. Ne se réconcilient-ils pas tous dans le « désarmement » et la « paix » ? Et le mot d'ordre, de Rome à Moscou, n'est-il pas la réconciliation universelle ?

*
**

Cependant, (mais qu'importe, face à la pérennité d'un Evangile de justice, de fraternité et d'égalité ?) Krouchtchev et Kennedy réarment, le sang continue à couler en Algérie et au Laos, soldats et policiers se regardent en chiens de faïence des deux côtés de la barrière qui sépare Berlin-Est et Berlin-Ouest, le « petit sommet » du Marché commun appelle le vieux continent à l'unité « pour faire face aux périls qui le menacent », l'irréductibilisme est partout, la Tunisie aspirant à récupérer Bizerte et, en concurrence avec le F.L.N. algérien, à s'attribuer un morceau du Sahara. Le Chancelier de l'Echiquier demande de nouveaux sacrifices aux heureux Britanniques qui devront accepter une austérité accrue pour que la très réformiste Angleterre surmonte la onzième crise qui frappe à ses portes.

Après cela, allez donc prêcher le précepte évangélique : « Tous frères dans le Christ ! ». Du moins, parmi tous ceux qui prétendent offrir aux hommes une voie de salut, l'Eglise est-elle la seule à offrir une solution — au paradis ! Que tous les partis de l'arc-en-ciel démocratique courent donc sous son aile tutélaire, car ils ne peuvent même pas en dire autant.

Nous seuls n'avons pas de refuge à chercher, car nous sommes pour la tempête qui détruira la vieille société et régènera le monde : comme disait le Manifeste « les communistes n'ont rien à cacher » parce que, comme les prolétaires dont ils sont les porte-paroles, « ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes ». C'est ce que nous répéterons toujours, aussi irréductibles que la vieille Eglise apostolique et romaine !

Quand nos "communistes" défendent la petite propriété

Les troubles qui continuent à agiter le monde paysan, pilier traditionnel de la domination capitaliste en France, résultent d'une crise de l'agriculture dont les causes sont les mêmes que dans d'autres pays.

Dans l'agriculture en général, cette crise est un résultat typique de l'augmentation tant vantée de la productivité, qui dans les campagnes françaises, est passée de l'indice 100 en 1934-38 à 238 en 1957-58. Dans la petite et moyenne agriculture, elle découle tout simplement de la loi de concentration du capital, dont le marxisme a toujours dit qu'elle se vérifierait aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, quoique plus lentement, et qui se vérifie en effet à plein à notre époque de capitalisme archi-mûr.

Cette crise des petites et moyennes entreprises paysannes est si peu une nouveauté, que depuis des dizaines et des dizaines d'années la production agricole française n'a pu continuer que grâce à un soutien massif des prix par l'Etat, et à sa politique de subventions. Cela n'a d'ailleurs pas empêché l'exode rural, en particulier des régions les plus pauvres : de 42 % de la population totale au début du siècle, la population agricole est tombée à 20 % environ aujourd'hui. Rien que de 1921 à 1959, elle a diminué en valeur absolue de plus de 35 % !

Cette crise endémique s'est brutalement aggravée depuis la venue au pouvoir de De Gaulle, qui a permis au grand capital de célébrer les plus joyeuses saturnales de son histoire. Ceci suffirait d'ailleurs à démontrer que le « fascisme » n'est pas le fait des généraux rebelles et de la communauté ultra d'Algérie, mais bien de ce pouvoir central, que l'opinion vulgaire considère comme le sauveur de la démocratie.

Jusqu'à la venue de De Gaulle au pouvoir, le processus d'expropriation des petits paysans s'est accompli par la seule vertu de la concurrence ; rien qu'entre 1929 et 1956, 745.000 petites exploitations de 1 à 10 hectares ont disparu en abandonnant 2 millions d'ha cultivables aux moyennes ou grandes exploitations. Cette concentration, correspondant à une tendance historique, est tout le contraire d'un recul, et le marxisme la salue comme un pas en avant vers la catastrophe révolutionnaire finale. Aujourd'hui s'ajoute à la concurrence une intervention directe de l'Etat, qui est décidé à accélérer le processus par une série de moyens radicaux, tout en laissant naturellement intact l'édifice hypocrite du droit bourgeois.

Le plus important d'entre eux est sans aucun doute cette « loi d'orientation agricole » qui attribue à l'Etat le droit de fixer la superficie minima au-dessous de laquelle, dans chaque département, une entreprise agricole cesse

d'être rentable (art. 4). Or seules les entreprises rentables continueront à recevoir des crédits, lesquels seront au contraire refusés aux entreprises de moins de 30 ha ou, dans certaines régions, de 20 ou 10 ha. Si nous prenons pour base le chiffre intermédiaire de 20 ha, nous voyons, en nous référant aux statistiques de 1956, que ce sont 1.658.000 exploitations (77 % du total), soit 37 % du territoire national mis en valeur, qui se trouveront frappées par cette loi !

Celle-ci favorise en outre la constitution de sociétés foncières pour l'achat de la terre des paysans ruinés ainsi qu'une redistribution respectant les normes de rentabilité. Enfin, elle augmente les pouvoirs et les moyens d'intervention des commissions de remembrement.

Toutes ces mesures ont l'accord du capital tant agraire qu'industriel, mais elles rendent toujours plus précaire la situation du petit exploitant direct, qui est incapable, avec le peu de moyens dont il dispose, de faire front à la pression de l'Etat, c'est-à-dire à la pression conjuguée de toutes les classes bourgeoises. Elles visent expressément à « alléger » dans les prochaines années les campagnes françaises de deux millions et demi de bras en excédent, et à supprimer 800.000 nouvelles petites exploitations paysannes.

Le capital industriel et le capital agraire sont d'accord pour réduire aux abois, jusqu'à l'expropriation finale, le petit exploitant direct. Par contre, ils se divisent sur la question des prix agricoles. En effet, en contrepartie des mesures de concentration qui favorisent les grands agrariens, l'Etat exige une réduction de ces prix. La base du compromis avec les capitalistes de la terre, qui résistent bien entendu à cette exigence, est représentée par des spéculations sur le Marché commun. On fait miroiter à leurs yeux la possibilité de conquérir en particulier le marché allemand, et d'y écouler leurs produits avec des bénéfices substantiels. Le malheur est que, jusqu'ici, les produits agricoles n'ont pas été libérés des droits de douane qui les frappent. L'Allemagne importe d'ailleurs ses produits alimentaires de pays qui n'adhèrent pas au Marché commun, mais qui lui achètent ses produits manufacturés et lui consentent des prix très inférieurs aux prix européens. C'est ainsi que les importations de bétail français par l'Allemagne fédérale sont tombées de 22.000 têtes en 1955 à 8.501 en 1959. Les exportations agricoles françaises ont diminué de 99 milliards de francs, c'est-à-dire de 70 % entre 1958 et 1960 ! Pendant ce temps, afin de diminuer les prix intérieurs, trop élevés pour être concurrentiels sur le marché mondial, l'Etat français a procédé à des importations-chocs de produits agricoles, représentant pour 1958-60 29,5 milliards supplémentaires. Cependant, les prix agricoles à la production passaient de l'indice 137,3 en 1958 à 139 pour les trois premiers mois de 1961 (+ 1,2 %), alors que les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture grimpaient pendant la même période de 146, 4 à 165,9 (+ 13,3 %).

Il s'ensuit que la classe des petits exploitants directs subit une expropriation de plus en plus rapide qui joue naturellement en faveur des gros agrariens, outre qu'elle est dans tous les cas la première à souffrir de la chute relative du prix des produits agricoles par rapport à celui des produits industriels. Le mécontentement provoqué par cette disparité est exploité par le grand capital agraire, lui aussi intéressé au maintien de prix agricoles

élevés. Le capitalisme agraire a appuyé l'Etat (qui est sans doute l'expression du grand capital en général, mais surtout du grand capital industriel) dans toutes les mesures qu'il a prises contre la petite propriété paysanne. Mais — et c'est là le paradoxe de la situation — la chute relative des prix agricoles le pousse à manœuvrer la petite paysannerie afin qu'elle fasse pression sur l'Etat, y compris par des actions violentes, et obtienne qu'il lui concède à nouveau ces subsides et autres formes de soutien des prix qu'il a décidé depuis un certain temps de supprimer ! Car les grands agrariens ne renoncent pas volontiers à ce soutien dont ils bénéficiaient eux aussi, et qui, comme l'a dit Debré, coûte entre 4.000 et 7.000 francs par an à chaque citoyen français, créant aux « finances publiques » des difficultés à la longue intolérables.

Face à cette situation, les paysans ont non seulement protesté, mais recouru à des moyens violents auxquels, soit dit en passant, les travailleurs salariés ont depuis trop longtemps renoncé. Il s'agit de moyens et parfois petits cultivateurs directs, qui, leurrés et encouragés par les subsides étatiques ont cherché, au cours des dernières années, à remédier à la crise en mécanisant leurs entreprises, et parfois en reconvertissant leurs cultures. Il est difficile de dire quelle est leur part exacte dans l'endettement global de l'agriculture, tant à l'égard du Crédit agricole que du crédit « libre », qui est passé de 900 à 1.860 milliards d'anciens francs de 1956 à 1960, et qui dépasse largement le revenu agricole annuel (la seule charge des intérêts et agios atteint aujourd'hui 100 milliards par an, alors qu'elle était inexistante il y a treize ans). Ce qui est certain, c'est que plus la masse de la production est réduite et plus des dettes de valeur relative même inférieure, pèsent sur l'exploitant. Les moyens et petits cultivateurs se retrouvent maintenant les mains vides dans les griffes des sociétés de prêts, et leurs « émeutes » sont le signe du désespoir dans lequel ils se débattent. Quelle est donc l'attitude que doit prendre face à ces mouvements un parti digne du titre de « prolétarien » et « communiste » ? La réponse, c'est Frédéric Engels qui nous la donne sans mâcher ses mots, dans sa critique du programme adopté à l'égard de la question paysanne par le Parti socialiste français, à Marseille, en 1892. Le marxisme sait que la disparition de la petite propriété sous le rouleau compresseur du grand capital est inéluctable et ce n'est pas lui qui cherchera à la freiner. Il s'efforcera au contraire de démontrer aux petits paysans ruinés et à demi prolétarisés que *seule* la révolution communiste peut les libérer de leur misère, et que leur place est dès aujourd'hui au côté des prolétaires salariés dont ils doivent embrasser le point de vue, cessant de rêver d'un impossible retour à leur petite propriété. *Jamais* donc le Parti ne les encouragera ni ne les défendra *en tant que petits propriétaires*.

« Ainsi, le pire service que nous puissions rendre non seulement au Parti mais également aux petits paysans serait de laisser subsister même l'impression que nous avons l'intention de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. Ce serait directement barrer aux paysans la route de l'émancipation et *rabaisser le Parti au niveau d'un antisémitisme tapageur* (1). Au

(1) Vers 1890, se développe en Allemagne et en France un mouvement antisémite dont le but est de détourner sur quelques Juifs la colère de tous les petits propriétaires ruinés par le Capital. En France, ce mouvement démagogique est représenté par le journal *La Libre Parole*, de Drumont (N.d.R.).

contraire, le devoir de notre Parti est d'expliquer *sans trêve* aux paysans que leur situation est absolument sans remède tant que règne le capitalisme ; qu'il est *parfaitement impossible de conserver leur propriété parcellaire* en tant que telle ; que *la grande production capitaliste passera sur leur petite exploitation* impuissante et désuète, comme le chemin de fer sur une brouette. Si telle est notre action, nous agissons dans le sens de l'inévitable développement économique, et ce développement ne manquera pas d'obliger les petits paysans à comprendre notre parole. » (Fr. Engels, *La question paysanne en France et en Allemagne*, « Ausgewählte Schriften », II, p. 409).

On répliquera peut-être que, dans ces conditions, le Parti n'attirera jamais à lui qu'un nombre infime de petits paysans parcellaires. Nous ne saurions mieux répondre à cette objection qu'en citant les propres paroles d'Engels :

« Disons-le carrément : étant donné ses préjugés, qui proviennent de toute sa situation économique, son éducation, l'isolement de son mode de vie et sont entretenus par la presse bourgeoise et les grands propriétaires fonciers, nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain que *si nous lui promettons ce que nous savons ne pas pouvoir tenir*. Ainsi devrions-nous lui promettre non seulement de protéger, quoi qu'il arrive, sa propriété contre toutes les forces économiques qui l'assaillent, mais aussi de la libérer de toutes les charges qui, actuellement, l'écrasent ; nous devrions transformer le fermier en libre propriétaire, et payer les dettes du propriétaire dont la terre est grevée d'hypothèques. Si nous pouvions tout cela, nous en reviendrions tout bonnement au point de départ de l'évolution qui nécessairement aboutit à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions simplement donné un quart d'heure de grâce !

« Mais nous n'avons pas intérêt à gagner le paysan du jour au lendemain pour qu'il nous lâche après-demain, lorsque nous ne pourrions tenir nos promesses. Nous n'avons que faire, dans le Parti, du paysan qui s'imagine que nous allons perpétuer pour lui la propriété parcellaire ou du petit maître-artisan qui désire rester éternellement patron. Ces gens ont leur place chez les antisémites, dont ils se feront promettre que leur petite entreprise sera sauvée. Lorsqu'ils y auront appris ce que valent les phrases ronflantes et les mélodies que jouent les violons dont leur ciel est empli, ils seront toujours plus nombreux pour reconnaître que *nous qui promettons moins et cherchons le salut d'un tout autre côté, nous sommes en fin de compte les gens les plus sûrs*. » (ibid., p. 406).

Or que fait le P.C.F. ? Juste le contraire. Exactement ce qu'à juste raison Engels critiquait âprement dès 1892 : il soutient « les revendications de la petite propriété paysanne en tant que telle ». Si les pommes de terre s'achètent 8 francs en Bretagne et se revendent 40 ou 50 francs à Paris, voilà pour lui une bonne occasion de s'en prendre aux « monopoles ». Mais les fameux « monopoles » n'ont rien contre un allègement des circuits de distribution, c'est-à-dire contre cela même que le P.C.F. nomme par la bouche de Waldeck-Rochet « une organisation différente des marchés agricoles dans l'intérêt commun des producteurs et des consommateurs ». Seulement, si cette « orga-

nisation » allégée doit certainement profiter aux monopoles, et peut-être même au consommateur, elle ne changera rien à la situation du paysan producteur.

Convaincus que la crise ne provient pas d'une « surproduction » mais d'une « sous-consommation », nos « communistes » proposent comme remède « une politique de justes prix et d'élargissement des débouchés agricoles par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses travailleuses » : comme si les « monopoles » n'attendaient pas précisément du développement de l'agriculture capitaliste aux dépens de la petite agriculture une réduction du prix des subsistances, qui leur permettrait d'extorquer une plus-value relative plus grande aux ouvriers de l'industrie ! Comme si, en régime capitaliste, il pouvait en aller autrement !

Waldeck-Rochet est violemment ennemi des importations en provenance du Marché commun et de la suppression des tarifs douaniers, parce que ces mesures « exposent le paysan français à la concurrence du marché mondial ». Il est ainsi dans la ligne traditionnelle... non pas du communisme, mais de la politique protectionniste adoptée par la bourgeoisie française à la fin du siècle dernier et qui, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'Angleterre qui prit au même moment la voie opposée, a retardé le développement social des campagnes françaises de plus d'un demi-siècle !

C'est que Waldeck-Rochet voudrait, en bon philistin, que le capitalisme « garantisse » aux exploités une vie sans histoires... et à son parti sa clientèle électorale petite-bourgeoise.

Lorsque le gouvernement veut éliminer les entreprises agricoles non rentables, Waldeck-Rochet répond :

« Au lieu d'aborder le problème *exclusivement* du point de vue de la rentabilité capitaliste comme le fait le gouvernement, il faut l'examiner *surtout* sous son aspect social et humain, et se demander ce que deviendrait ces centaines de milliers de paysans contraints d'abandonner leur terres ».

Mais pourquoi diable le gouvernement français ne devrait-il pas considérer le problème « du point de vue de la rentabilité », alors que Krouchtchev lui-même ne le considère pas autrement que du point de vue de cette même rentabilité, baptisée, il est vrai, « socialiste ». Si quelqu'un, par ailleurs, a à se préoccuper de « ce que deviendront » les centaines de milliers d'expropriés, n'est-ce pas la bourgeoisie pour la domination de classe de laquelle ils constituaient une base sûre, base dont les contradictions capitalistes l'obligent à se priver, et non pas un parti qui, s'il était vraiment communiste et révolutionnaire, devrait se réjouir de voir tant d'anciens petits propriétaires devenir de purs prolétaires, contraints « d'adopter le point de vue du prolétariat », c'est-à-dire le point de vue de la *révolution socialiste* ?

Mais le parti communiste français a lui-même abandonné ce « point de vue » depuis trop longtemps pour prendre à ce sujet la position d'Engels. Le gouvernement veut fermer les cordons de la bourse aux petits paysans ? Aussitôt, Waldeck-Rochet de proposer, qu'ils bénéficient au contraire de prêts à faible intérêt, de subsides et d'exemptions diverses. Bref, il demande qu'on leur restitue, et au-delà, ce qu'on est en train de leur enlever. Or n'ont-ils

pas été les premières victimes de cette aide étatique ? S'ils ont manifesté violemment, en Bretagne et ailleurs, n'est-ce pas *précisément* parce que le crédit, les déductions d'impôts, les subventions diverses les avaient poussés à des investissements qui ont engendré pour eux non pas la prospérité, mais la misère ? Si donc ils recevaient davantage que par le passé, leur situation ne pourrait changer qu'en pis !

Triste campagne ! Les « communistes » français s'y révèlent non seulement des utopistes, mais des réactionnaires. Utopistes, car leurs propositions sont impuissantes à renverser le cours historique inéluctable du capitalisme. Réactionnaires, parce qu'au lieu de *détruire le capitalisme*, ils veulent seulement en ralentir le cours, *conjurer les effets révolutionnaires d'une expropriation massive de la petite-bourgeoisie paysanne*.

Voilà le sens véritable de l'« humanitarisme » invoqué par Waldeck-Rochet à propos de la question paysanne de 1961. Pratiquement, il ne vaut que ce que peut valoir tout « humanitarisme » bourgeois. Et ce qu'il peut valoir, Kautsky l'a dit excellemment quand il était encore un révolutionnaire, dans un célèbre ouvrage marxiste sur *La Question Agraire*. « Défendre le paysan signifie en premier lieu non pas défendre la personnalité du paysan, mais celle de sa propriété. Or sa propriété est précisément la cause principale de l'appauvrissement du paysan. Défendre le paysan, c'est non pas le défendre contre sa misère, mais défendre les chaînes qui le rivent à elle. » Voilà qui s'applique parfaitement à nos « communistes », qui sont prêts à défendre non seulement les petits paysans, mais aussi les moyens, et tous ceux qui seraient disposés à voter pour le Parti, y compris les gros agrariens intéressés au maintien de prix élevés.

En outre, sur le terrain politique, tout ce qui se produit actuellement dans les campagnes ils l'exploitent pour la plus grande gloire de la démocratie. Les paysans recourent à la violence ? Horreur ! Et si jamais les ouvriers se mettaient à les imiter ? Il faut donc mettre frein aux illégalités. De Gaulle a pratiquement supprimé le mécanisme parlementaire qui faisait tampon entre les masses et le gouvernement. Luttons donc « pour le rétablissement d'un régime démocratique authentique comportant un VERITABLE Parlement où la voix des paysans puisse se faire entendre ». Bien entendu, si les « communistes de la réforme » pouvaient entrer dans le gouvernement de leurs rêves, dans un beau cabinet de coalition... résistancielle, ce n'en serait que mieux !

Défenseurs de la petite et moyenne propriété paysanne, défenseurs de la véritable et authentique démocratie parlementaire, voilà ce que sont les « communistes » d'aujourd'hui. Ils ne méritent que le mépris.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

« La société communiste ? — Ils y arrivent, en URSS, rêvent de braves abrutis. Il y a déjà des maisons de repos pour les travailleurs, au bord de la mer, là-bas... »

« La société communiste ? s'esclaffent les bourgeois ! — Vous croyez que les hommes sont plus heureux en URSS qu'ici ? »

« La société communiste ? — Quelle horreur ! disent les individualistes qui tremblent de voir disparaître leur cher petit moi dans le « nivellement de la masse anonyme ».

Contre tous ceux-là qui parlent sans savoir, et contre ceux qui exploitent cyniquement cette ignorance, contre les colporteurs d'un communisme de pacotille (1), il nous faut rappeler la description de la Société communiste véritable, telle qu'elle se trouve dans les textes classiques du marxisme.

Mais auparavant nous devons expliquer quelle place cette description occupe dans l'ensemble de la théorie marxiste. En effet, maintenant que les théoriciens bourgeois ne peuvent plus guère repousser *en bloc* le marxisme, ils s'ingénient à le couper en morceaux ; ils se plaisent à lui reconnaître un certain mérite, une certaine validité, mais dans un domaine *limité* de l'espace et du temps.

Les uns tirent de grands coups de chapeau à l'analyse marxiste du capitalisme (du siècle dernier...) tout en traitant de « rêverie messianique » les conséquences inéluctables de cette analyse.

D'autres se réclament plus ou moins de la société future, mais ne comprennent ni pourquoi, ni comment elle se réalisera.

A tous ces gens, qui sont tout à la fois empiristes et utopistes, nous opposons la conception *unitaire* du marxisme. Car le marxisme est bien autre chose qu'une analyse abstraite du capitalisme anglais du XIX^e siècle, ou un plan pour la « construction » du paradis terrestre.

Le marxisme est la doctrine du prolétariat qui prend conscience simultanément des lois du développement historique de l'humanité, des lois du développement de la société capitaliste et de sa propre tâche révolutionnaire.

En effet, si le marxisme n'est pas une *science* au sens habituel du terme, il est néanmoins *scientifique*, c'est-à-dire fondé sur la connaissance réelle des lois réelles du monde réel. Alors que la sociologie bourgeoise, qui se veut science, n'ose pas, et pour cause, s'aventurer en dehors de l'empirisme le plus plat, la rigueur tant scientifique que révolutionnaire de son analyse a permis au marxisme de prévoir, il y a cent ans déjà, tout le développement ultérieur de la société capitaliste et les aspects généraux de la société qui lui succèdera.

C'est cette *capacité de prévoir* qui fait notre force. C'est elle qui nous permet de résister à toutes les vicissitudes de la lutte des classes et de nous moquer des découvreurs de « faits nouveaux ». Ils ne sont nouveaux que pour eux ; nous, nous les avons prévus depuis longtemps : bien avant leur développement effectif, la théorie marxiste a fait le tour de toutes les possibilités du

(1) Cet article était déjà préparé lorsqu'a paru le dernier produit des usines à théories de Moscou. Ce programme, dit de « passage au communisme », n'est en réalité que le programme d'expansion du capitalisme russe. Nous n'y ferons ici que quelques brèves allusions, nous réservant pour plus tard une critique détaillée.

capitalisme, les a toutes épuisées. Pour nous le capitalisme est déjà *mort*, en ce sens qu'il ne peut plus rien produire d'inattendu et qu'il s'achemine inéluctablement vers sa suppression.

Si le développement actuel du capitalisme se fait suivant les prévisions marxistes, cela ne signifie pas que l'histoire nous fasse la grâce d'obéir à notre théorie : cela prouve que notre théorie traduit exactement les lois réelles du développement historique. Et cette vérification actuelle ajoute à la force de nos prévisions.

La mort du capitalisme, et l'avènement de la société communiste, le marxisme les a prévus en partant non pas d'une « Idée du Bien » à réaliser, mais de l'état réel, concret, de la société et des lois de son développement. Les grands utopistes du XIX^e croyaient inventer le Meilleur des Mondes. En réalité, ils ne faisaient que traduire partiellement un besoin, une nécessité, déjà inscrits dans la société. Le marxisme a pris conscience de cette *détermination*. Il ne propose pas un Idéal a priori. Il exprime *consciemment* une nécessité historique qui existe concrètement dans les faits matériels et humains de la société actuelle. Il n'a pas « rêvé » la société communiste, mais il a montré qu'elle existe déjà en puissance dans la société capitaliste. C'est en ce sens que Marx disait que « l'humanité ne se propose que des tâches qu'elle peut accomplir. »

La description de la société communiste est donc pour nous bien autre chose qu'une enjolivure superfétatoire ou la carotte qu'on agite devant l'âne rétif. Elle fait partie intégrante de notre doctrine. C'est parce qu'elle en forme l'horizon, et parce que le développement de l'humanité débouche sur elle, que nous pouvons le comprendre dans son ensemble, comprendre toute la préhistoire antérieure au moment où les hommes feront, consciemment et librement, leur propre histoire.

Et si nous ne pouvons voir au-delà de cet horizon, si nous ne pouvons prévoir *ce que* l'humanité fera, nous pouvons et devons prévoir *comment* elle le fera, comment sera cette société qui constituera l'ensemble des hommes en humanité.

C'est le capitalisme qui pousse au communisme

Un marxiste a dit un jour : « Vous voulez savoir comment sera la société communiste ? C'est très simple. Regardez autour de vous *tout* ce qui se passe dans la société capitaliste, et dites-vous que dans la société communiste *rien* ne se passera comme ça ! »

Cette phrase, qui peut sembler une boutade, constitue néanmoins une définition rigoureuse de la société communiste, et indique la méthode à suivre pour la décrire. C'est bien, en effet, le capitalisme lui-même qui a développé la possibilité et la nécessité de la société communiste, de cette société qui sera la négation de tous les rapports capitalistes.

Le grand mérite du capitalisme est d'avoir transformé toute la production en *production sociale*. Cela signifie, d'une part, que la production est devenue une acte collectif, combinant le *travail associé* de grandes masses d'hommes, et, d'autre part, que la *circulation des produits* a été étendue au globe entier. Cela signifie que l'activité de n'importe quel homme dépend de l'activité de tous les autres hommes, et aussi que personne ne produit pour soi, mais cha-

cun pour tout le monde. C'est cette *socialisation* de la production qui a permis le développement formidable des forces productives, et c'est elle qui a transformé les activités productives des hommes en activité productive humaine générale.

Mais cette socialisation de la production, le capitalisme l'a faite sur la base de l'appropriation privée, de la *propriété privée*, du *mercantilisme* généralisé. Il a fait un *objet de propriété*, une *marchandise*, de la qualité spécifiquement humaine de l'homme, sa *capacité de produire*. Il a transformé toute la production humaine en production de *marchandises*, et, établissant la circulation des produits sous forme de *marché*, il a transformé toutes les relations humaines en *commerce*.

C'est ce caractère à la fois *social et privé, universel et particulier*, de la production capitaliste qui constitue la contradiction fondamentale du capitalisme, et c'est de là que dérivent toutes ses autres contradictions ou oppositions : opposition entre l'homme et le travailleur, entre l'individu et la société, etc. Or, cette contradiction même est le « moteur » du capitalisme. Elle empêche tout arrêt, toute stabilisation ; elle pousse inexorablement le capitalisme en avant, et tout développement du capitalisme ne fait que l'accentuer inexorablement. Jusqu'à la destruction violente du capitalisme par la dictature du prolétariat, qui ouvrira la voie à l'épanouissement de la société communiste.

La base de la société communiste : la suppression de la propriété.

La seule façon dont puisse être levée la contradiction fondamentale du capitalisme, c'est par la suppression de la *propriété*, c'est-à-dire de l'*échange*, du *mercantilisme*. Il nous faut expliquer brièvement que propriété et échange sont synonymes et aussi pourquoi nous disons *propriété* tout court.

Pour un groupe humain isolé qui produit et consomme en commun, la notion même de propriété n'existe pas (1). Tout ce dont il dispose, lui-même, ses instruments et ses produits, ne sont pas des objets de propriété, mais simplement des *biens*, des choses utiles, dont la seule valeur est précisément le service qu'ils peuvent lui rendre, leur valeur d'usage. Mais que se passe-t-il lorsqu'un tel groupe entre en contact avec un autre et qu'ils commencent à *échanger* le surplus de produits dont ils disposent ? Ces produits, soudain, acquièrent une nouvelle valeur, de nature différente : une valeur d'échange ; et, simultanément, ils deviennent *objets de propriété*. C'est dans l'*échange* que quelqu'un affirme *son droit* sur un objet, face à quelqu'un d'autre. Il n'y a qu'une idéologie de propriétaires pour confondre la *propriété* avec le droit de *libre jouissance* : la libre jouissance est un rapport entre un sujet, individu ou collectivité, et un objet ; la propriété est un rapport que deux sujets entretiennent à travers un objet ; est *objet de propriété* justement un objet qu'on *n'utilise pas* soi-même, mais dont on *cède la jouissance* à l'autre (2).

(1) Cf. dans un prochain numéro : Les formes sociales qui ont précédé le capitalisme.
(2) Nous voudrions montrer la genèse de cette notion de propriété sur l'exemple d'une chose qui n'est précisément, aujourd'hui encore, pas tout à fait une marchandise : le sang humain. Mon sang, c'est mon sang, c'est tout : il remplit certaines fonctions dans mon organisme, il fait partie de moi, il est moi — tout comme devrait l'être ma capacité de travail. Or, il n'y a rien d'impossible à ce qu'une entreprise vienne m'expliquer un de ces jours que je pourrais très bien me passer d'un quart de litre de mon sang, et m'offrir tant et tant en *échange*. Mon sang sera alors devenu un *objet de propriété*, distinct de moi, qui sera dès lors son fabricant-propriétaire. Nqus n'en sommes pas encore là aujourd'hui et si, pour que je donne mon sang, on m'offre une collation, on fait surtout appel à mes sentiments généreux, à ces restes dégénérés d'une fraternité vraiment « consanguine ». Mais ce « retard » — très relatif — que nous constatons dans la mercantilisation des parties du corps humain est dû à tout autre chose qu'à un respect — qu'il ne peut avoir — du capitalisme pour la « personne humaine » : il tient simplement à la physiologie, à la difficulté qu'éprouvent les hommes, tant à se passer de leurs organes, qu'à les utiliser de façon non « naturelle ».

La première forme de propriété que l'humanité ait connu a été la *propriété collective* : un groupe d'hommes affirmait son droit sur des objets, face à un autre groupe. Mais le développement des forces productives, et l'extension des échanges qui en découla, ont détruit ces propriétés collectives au profit de la *propriété « privée », ou individuelle*. C'est le capitalisme qui a porté le dernier coup à toute forme de propriété commune et qui en détruit aujourd'hui les derniers vestiges. Il l'a fait, précisément, en transformant en *marchandise, en objet de propriété individuelle*, la force de travail, la capacité de produire. Nous retrouvons là la contradiction fondamentale du capitalisme : les hommes ne peuvent plus travailler qu'ensemble, mais chaque homme doit vendre sa force de travail.

Cette contradiction ne peut pas être résolue par un retour à une quelconque forme de propriété commune, comme le désireraient un tas de braves « collectivistes ». D'abord, un tel retour ne serait qu'un rajeunissement du capitalisme. Si on remettait face à face des groupes de producteurs propriétaires de leurs moyens de production et de leurs produits, il faudrait bien qu'ils échangent ces produits, destinés précisément à l'échange. Or la production pour l'échange a des lois inexorables : ce sont justement celles de la production capitaliste.

C'est bien pourquoi un tel retour est impossible. Le développement des forces productives (et de l'échange) a déjà détruit ces formes de propriété communes qui ne pouvaient les contenir (1). La propriété commune est devenue une impossibilité, ou une *formule* juridique ou démagogique sans signification concrète, depuis qu'il n'existe pratiquement plus de groupes de producteurs travaillant essentiellement pour leur propre consommation. Le capitalisme a déjà tissé un réseau mondial de co-production et de circulation tel, que le seul groupe de producteurs travaillant pour lui-même qu'on puisse isoler, c'est l'humanité toute entière.

Or, dire que l'humanité toute entière deviendra *propriétaire* de toute sa production, n'aurait pas de sens. La propriété a ce point de commun avec l'amour, qu'il faut être deux. Et l'humanité a personne contre qui être propriétaire (1).

Depuis que la production des hommes est devenue production humaine générale, elle ne peut co-exister pacifiquement avec aucune forme de propriété. Elle tend nécessairement à l'*appropriation* par l'humanité toute entière de ses moyens de production et de ses produits. Or cette appropriation est la négation de toute propriété : elle signifie, précisément, retirer aux objets, aux hommes ou qualités humaines leur aspect *d'objets de propriété, d'objets d'échange, de marchandises*, pour laisser s'épanouir leur aspect de *biens, d'objets de jouissance*.

La production non mercantile

La production mercantile, pour l'échange, obéit, avons-nous dit, à des

(3) M. Cardan de Socialisme ou Barbarie (voir à son sujet dans Prog. C. N° 15 : Le marxisme contre l'utopie) trouve que le pauvre Marx déraillait complètement en s'imaginant que les forces productives peuvent entrer en conflit avec les formes de production. Nous soumettons donc à sa haute sagacité le « problème » que pose la destruction des communautés primitives.

(4) Qu'on ne vienne pas nous raconter des histoires de Martiens, comme celles dont les « savants soviétiques » commencent à être friands !

lois inexorables, que l'on peut résumer ainsi : chaque unité de production, ou entreprise, ne peut fonctionner, ne peut produire, que si elle présente un *bilan positif*, si elle donne un *profit*, si elle produit du capital ; les entreprises qui donnent un profit supérieur se développent nécessairement au détriment de celles qui donnent un profit moindre .

C'est cette nécessité d'être *rentable* qui transforme inévitablement toute production *pour l'échange* en production *pour le profit*. Dans ce mode de production, ce n'est pas l'utilité sociale des objets qui détermine leur fabrication, mais leur rentabilité pour l'entreprise. Les produits les plus rentables sont souvent socialement nuisibles, et les produits socialement utiles pas assez rentables pour être produits de façon à couvrir les besoins. Mais tant que l'humanité restera enfermée dans ce mode de production, elle ne sortira jamais de cette contradiction : non seulement elle ne pourra subordonner son activité créatrice à ses besoins, *mais ces besoins eux-mêmes ne seront jamais des besoins réellement humains et sociaux, mais seulement ceux que, dans chaque classe, lui imposera l'anarchie productive du capitalisme.*

Cela conduit à de si criantes contradictions que le capitalisme lui-même est obligé de développer des entreprises ou « services » qui ne sont pas rentables en eux-mêmes, mais sont indispensables au fonctionnement de l'ensemble de la production. Cependant, même ces services apparemment déficitaires, il ne peut les développer que sur la base de la rentabilité générale de la production et en fonction d'elle. Loin de la supprimer, ils ne font qu'aggraver la contradiction en renonçant à un profit local au profit d'un profit plus général. On ne peut la supprimer qu'en supprimant *le profit en général*, c'est-à-dire en supprimant l'échange, le mercantilisme.

Qu'est-ce donc qu'une production non-mercantile ? C'est une forme de production où *une unité* de production produit et consomme suivant ses possibilités et ses besoins. Et nous avons suffisamment montré que la production et la circulation étaient devenues universelles, pour qu'il soit évident que cette unité ne peut plus être que l'humanité entière. Vouloir réaliser le communisme dans *une région* limitée du globe est une impossibilité flagrante : il n'y a plus aujourd'hui de rideau de fer, de feu ou de sang qui puisse arrêter la circulation mondiale.

Le régime de la propriété privée nous a abrutis à tel point, qu'il peut sembler difficile de se représenter ce que sera une production sans échange, non-mercantile. Avant d'en donner une idée générale, nous allons l'illustrer par un petit exemple. Voici une troupe de scouts qui va camper. Il faut installer le camp, monter les tentes, creuser des latrines, chercher de l'eau, ramasser du bois, faire la cuisine, etc. Ces tâches sont distribuées et accomplies, sans qu'à aucun moment apparaisse l'échange, la propriété. Et les *produits* de ces activités sont eux aussi *distribués et consommés sans échange* : la soupe que les cuisinots ont fabriquée n'est pas une marchandise, elle n'est échangée contre rien ; on la verse dans les gamelles et on la mange, voilà tout. Les vieux campeurs expérimentés qui ont monté trois tentes pendant que les nouveaux n'arrivaient qu'à s'embrouiller dans les ficelles d'une seule, ne mangent pas pour autant trois fois plus de soupe.

Pour dérisoires que soient ces tentatives de reconstitution du communisme primitif, qui ne sont que des jeux en marge de la société, elles ont mille

fois plus de contenu réel que le « communisme » de M. Krouchtchev. (C'est d'ailleurs ce qui fait leur attrait). Malgré son caractère un peu artificiel, notre petit exemple nous a servi à dégager les traits essentiels de la production non-mercantile : le groupe forme un seul *sujet* de production et de consommation ; il répartit les *tâches* et les *produits* suivant les capacités et les besoins de chacun.

Dans la société communiste, c'est l'humanité toute entière qui sera le *sujet* de sa production et de sa consommation. Elle fera le recensement de tous ses moyens et de tous ses besoins et *répartira* tâches et produits selon les capacités et les besoins de chacun.

Il n'existera plus d'entreprises distinctes, autonomes, d'où doit sortir plus de valeur qu'il n'y en entre. Cela signifie que l'homme lui-même ne sera plus ce fabricant de valeur qui doit produire plus de valeur qu'il n'en consomme. Cela signifie la suppression de toute cette *comptabilité des valeurs* qui, tout en étant indispensable au fonctionnement de la production capitaliste, la charge d'un poids mort improductif. Mais cela signifie rien moins qu'une répartition « équitable », un « juste salaire » ou qu'« à chacun l'équivalent intégral de la valeur qu'il produit », (1) : c'est la disparition de toute notion de *valeur* autre que la valeur d'usage, l'utilité des produits et la satisfaction que donne leur production.

Cette *prise en mains* par l'humanité de toute sa production modifiera radicalement aussi bien le contenu même de la production que tous les rapports humains. En faisant du *besoin* et non du profit le moteur de la production, elle supprimera cette orgie de production à vide que le capitalisme ne peut freiner. Elle mettra fin à l'accumulation forcenée qui, nécessaire à un certain moment, étouffe maintenant l'humanité sous le poids du travail mort entassé. Elle rendra les hommes *maîtres de leur activité* et permettra un développement harmonieux non seulement des capacités, mais des besoins eux-mêmes, que la société de classe mutilé ou déforme.

« Tout cela est bel est bon, dit le philistin. Mais ce que je voudrais savoir, moi, c'est qui va diriger ? »

Qu'importe, en vérité ! Cette question est si oiseuse, que nous serions fort tentés de le laisser résoudre tout seul cette troublante énigme. Cependant il pourra peut-être trouver dans la suite de notre étude une réponse à ses douloureuses préoccupations.

Division du travail et division en classes

Nous avons dit que le communisme est l'abolition de la propriété, ou de l'échange. Il nous faut montrer maintenant que cette abolition entraîne la suppression et de la division du travail et de la division de la société en classes. La deuxième, d'ailleurs, découle automatiquement de la première : la division en classes sociales repose sur la division du travail social en grandes catégories. Aussi, la division du travail supprimée, la division en classes disparaît-elle. Il en va de même pour l'échange, qui présuppose nécessairement la division du travail. On voit ainsi que nous aurions pu tout aussi bien défi-

(1) Cette « juste » répartition serait d'ailleurs absolument injuste : elle entrainerait et aggraverait l'inégalité naturelle des hommes !

nir la société communiste par la suppression de la division du travail, qui entraîne celle de l'échange et de la propriété.

C'est tout simplement parce que, depuis l'avènement du capitalisme, ces expressions : propriété (ou propriété privée), division du travail, échange (ou mercantilisme), division en classes, etc., sont devenues synonymes, ou, plus exactement, traduisent différents aspects d'un seul et même rapport social.

La division du travail, qui enchaîne l'homme à une activité particulière, qui l'asservit à la machine, qui fait de lui une pièce de machine, n'est qu'un aspect de l'asservissement de l'humanité à son appareil productif, appareil qui fonctionne non pour satisfaire les besoins humains, mais pour produire du profit et entasser du capital.

Mais la productivité elle-même ne requiert plus, aujourd'hui, la spécialisation des travailleurs. Bien plus : le développement technique, les modifications du mode de travail ont rendu la déspecialisation non seulement possible, mais nécessaire. Tous les hommes, non seulement les tourneurs ou les ouvriers agricoles, mais aussi bien les banquiers ou les « grands professeurs » que les fainéants professionnels, sont aujourd'hui totalement abrutis, crétinisés par leur spécialisation. Or le caractère universel de l'activité productive exige dès maintenant que tous les producteurs aient des connaissances, des vues aussi universelles que possible, et l'étroitesse d'esprit de ses spécialistes freine la production capitaliste elle-même. Mais, bloqué dans sa contradiction universel-particulier, le capitalisme est incapable de réaliser cette déspecialisation. Tout au plus parviendra-t-il à créer une nouvelle spécialité : celle des « non-spécialistes ».

Pour le communisme, par contre, il n'y a pas là de problème : cette nécessité « technique » coïncide en effet avec le besoin qu'a l'homme de développer au maximum toutes ses facultés, et de faire s'épanouir toutes ses possibilités d'activité. Et du moment que ce ne sera plus le profit, mais le besoin, qui déterminera l'activité humaine, la libre satisfaction de ce besoin fondamental ira de soi. Tout comme il va de soi qu'elle ne peut pas se faire dans l'anarchie, mais exige une organisation de toutes les activités humaines. De cette « organisation » nous nous occuperons un peu plus loin (ce qui satisfera, espérons-le, notre malheureux philistin). Il nous faut, avant d'en arriver là, parler un peu de ces activités humaines, actuellement divisées.

Passons rapidement sur quelques aspects bien connus de l'abolition de la division du travail, tels que la suppression de la différence entre travail agricole et industriel — c'est-à-dire la suppression des villes — ou de la différence entre travail intellectuel et manuel. Insistons plutôt sur la modification radicale que subira la notion même de travail. Sous le capitalisme le travail est cet acte dans lequel s'effectue la séparation entre l'homme et le produit de son activité, entre l'homme et son activité. Dans ce travail l'homme ne réalise pas sa capacité de produire, il en est au contraire dépossédé. Aussi, bien loin qu'il s'accomplisse dans son travail, est-il littéralement spolié, dominé par lui. Ce travail devient une obligation imposée du dehors, un simple moyen pour assurer son existence physique. Et cette existence physique elle-même, ainsi coupée et opposée à toute activité humaine, devient une existence purement animale.

Cette coupure de l'homme d'avec lui-même est si atroce que, sponta-

nément, l'homme réagit, et cherche désespérément en dehors de son travail une *activité libre* dans laquelle il pourrait se réaliser : bricolage, collection de timbres, violon d'Ingres, « hobby », activités de loisir en tout genre. Mais la bourgeoisie, et ses psychologues qui poussent aujourd'hui au développement de ces « loisirs », ont tort d'en attendre la résolution de la contradiction inhérente au travail capitaliste. Ces activités, précisément, ne sont que des jeux, des activités factices qui restent *en dehors de la production sociale*. Elles ne sont que le négatif du travail capitaliste : celui-ci est esclavage productif elles sont activité libre à *vide* (1).

L'essentiel de la production est aujourd'hui production sociale. C'est de cette production *sociale* que l'homme doit se rendre maître pour faire de toute activité humaine une libre activité productive. Cela signifie que dans la société communiste il n'y aura ni *travail opposé à loisir*, ni *apprentissage opposé à production* (2), ni activité *privée* opposée à activité *publique*. Toute l'activité de tous les hommes sera activité humaine tout court, participation à l'activité humaine.

Voilà ce que signifie l'abolition de la division du travail. Dans le capitalisme, où le travail est divisé entre les hommes, il divise les hommes entre eux, et l'homme d'avec lui-même. La société communiste, qui n'enfermera personne dans *une* activité, qui laissera à chacun libre accès à toute l'activité humaine, fera de celle-ci le lien concret de l'homme avec l'humanité, de l'homme avec lui-même.

Disparition de la famille et de l'Etat.

Nous avons dit que la distinction entre activité privée et activité publique s'efface dès que disparaît la division du travail. C'est cet aspect de la désaliénation que nous allons aborder maintenant.

Rappelons tout d'abord que cette distinction n'a rien de *naturel*. La distinction intérêt individuel — intérêt collectif, l'opposition individu — société est née historiquement avec le développement de la propriété, de la division en classes. Elle n'est précisément qu'une autre expression de cette coupure que le travail aliéné introduit entre l'homme et l'humanité. Depuis des siècles cette opposition s'accroît sans cesse, et sans cesse les fabricants de systèmes cherchent en vain le moyen de *concilier* l'intérêt individuel avec l'intérêt social. Mais ils *sont* inconciliables : ils ne se distinguent, en effet, l'un de l'autre que parce qu'il existe des antagonismes sociaux réellement inconciliables. Et la disparition de ces antagonismes entraînera non pas la conciliation de ces intérêts opposés, mais la disparition de la dissociation des rapports humains en individuel et social, privé et public.

Cette séparation s'incarne en particulier dans deux institutions : la famille et l'Etat.

Dans la famille actuelle, elle se manifeste doublement, à la fois dans

(1) Ou retour à des techniques de production dépassées depuis des siècles. Le charme de ces techniques ne provient pas de leurs qualités intrinsèques, mais justement du fait que, les ayant éliminées de la production « sérieuse », le capitalisme nous laisse en disposer presque librement.

(2) Nous ne pouvons nous étendre ici sur la question de l'enseignement, qui, dans le communisme, ne sera pas une activité à part, mais s'intégrera à l'ensemble de la production. Engels raillait Dühring pour qui le nec plus ultra de l'éducation était un « bahut prussien » légèrement amélioré. Qu'aurait-il dit du sublime programme culturel de M. Krouchtchev ?

l'opposition de la famille à la société et comme antagonisme au sein même de la famille.

Le développement de la propriété privée a dissocié peu à peu les groupes de parenté jusqu'à les réduire à leur plus simple expression, et la société bourgeoise s'est développée sur la base de la famille monogamique simple. Mais le capitalisme pousse la privatisation de la propriété, et l'individualise à un tel point, qu'il l'introduit à l'intérieur même du couple, minant ainsi lui-même sa propre famille (1).

Cette destruction de la famille que le capitalisme poursuit sous nos yeux, il est incapable de la mener jusqu'au bout. Et ce, pour diverses raisons, que nous ne pouvons ici que résumer.

A côté de la production sociale dominée par le profit, le capitalisme laisse à une multitude d'activités privées le soin de satisfaire certains besoins élémentaires de l'homme. Il a créé lui-même la possibilité de socialiser toute l'activité humaine, y compris l'activité domestique, il amorce cette socialisation, mais il ne peut l'achever (2).

D'autre part, la famille constitue un réservoir qui peut fournir ou absorber de la main-d'œuvre : selon les besoins du marché du travail, les femmes et les jeunes sont attirés dans la production industrielle, ou repoussés dans la famille où ils doivent vivre sur le seul salaire de l'homme. Et l'existence même de cette réserve de main-d'œuvre permet de peser lourdement sur le niveau des salaires.

Enfin, bien qu'écartelée et déchirée la famille est aujourd'hui le dernier havre de vie commune, le dernier endroit où l'homme n'est pas encore tout à fait un loup pour l'homme. Elle représente en même temps la dernière « couverture morale » de la concurrence effrénée, du « struggle for life » qui règne dans la société. Sous le capitalisme, la destruction de la famille « libère » l'homme seulement en ce sens qu'elle le jette seul contre tous dans un monde hostile (1). Elle contribue ainsi à rendre la vie invivable et aggrave par là-même la crise de la société capitaliste. (Raison de plus pour que le capitalisme ne puisse la mener jusqu'au bout !)

Aussi n'y a-t-il pas lieu de chercher à « sauver » la famille ; d'ailleurs, c'est impossible. Les formes familiales sont liées aux formes de production. La société communiste, elle, établira la véritable communauté humaine, la fusion de la vie « sociale » et de la vie « privée » ; elle fera passer toute la production domestique, y compris les soins aux nourrissons et l'éducation des enfants, dans l'activité humaine générale. Elle dénouera les liens étriqués de la famille restreinte, qui se fondra dans la grande famille humaine. Ainsi elle libérera véritablement la vie affective et sexuelle des hommes. Cela ne signifie pas, comme l'imagine le petit-bourgeois refoulé, que les hommes s'accoupleront au hasard, mais que l'union de la femme et de l'homme,

(1) Cf. Prog. Com. N° 13 : La dissolution de la morale bourgeoise. Voir aussi dans un prochain N° : La situation de la femme.

(2) Il est plus rentable, en effet, de fabriquer p. ex. un million de machines à laver que quelques grandes laveries industrielles. C'est parce que leur production est plus rentable, qu'il y a à Paris plus d'un million de voitures privées, au lieu d'un système convenable de transports en commun. Une bonne partie de la production capitaliste ne marche que grâce à des fabrications absurdes de ce genre, qu'on a le culot de présenter comme « production pour la consommation ».

(1) Et c'est cette condition « capitaliste » que la myopie existentialiste prend pour la condition « humaine » !

comme les relations entre générations, seront libérées de toutes les entraves et contraintes que la propriété fait peser sur elles, — qu'elles se feront librement, suivant le libre attrait et le libre attachement d'un être vraiment humain pour un autre.

L'autre institution dans laquelle s'incarne et s'organise la séparation du « privé » d'avec le « public » est l'Etat, qui nous donnera l'occasion de répondre enfin à la question de notre philistin : « Qui va diriger ? » Nous avons tort, d'ailleurs, de nous moquer de lui : il n'est que le représentant de sa classe. Et il est normal que la petite-bourgeoisie, qui n'a jamais détenu le pouvoir et que sa situation empêche de comprendre les mécanismes sociaux, se fasse une idée absolument fautive de ce qu'est le pouvoir. Derrière son « Qui va diriger ? » se profile toujours l'image de quelqu'un qui fait et fait faire aux autres *ce qu'il veut*, parce qu'elle ne peut — et pour cause ! — comprendre *pourquoi* ce quelqu'un est en train de lui botter les fesses.

En réalité, n'importe quel chef ou dirigeant, même le tyran le plus tyrannique, n'est que l'interprète, l'agent d'une force, d'une nécessité sociale. Ce n'est pas la volonté d'un dirigeant, d'un pouvoir, qui détermine les conditions sociales, mais bien les conditions sociales qui déterminent les volontés et même l'existence d'un pouvoir.

Il y a eu des sociétés où il n'existait aucune espèce de pouvoir distinct de la société elle-même ; où la collectivité toute entière dirigeait et réglait en personne toutes ses activités, ne déléguant à certains de ses membres que quelques tâches, de centralisation de l'exécution, ou de représentation. Cela leur était possible, parce que ces sociétés ignoraient les oppositions de classes, les antagonismes sociaux. Sur la base de cette unité d'intérêts fondamentaux, la collectivité réglait directement et sans difficulté les conflits ou différends qui pouvaient se manifester. Il s'en manifestait d'ailleurs très peu : ces sociétés sans police étaient les plus « policées » du monde.

C'est avec la division en classes qu'a surgi la nécessité d'une autorité, d'un pouvoir distinct de la société elle-même. Ce pouvoir, l'Etat, n'est pas l'organisation de la société, mais la forme organisée des *antagonismes sociaux* (1). C'est l'existence des antagonismes sociaux, l'existence de classes aux intérêts opposés, en d'autres termes l'existence de la distinction intérêt privé — intérêt public, vie privée — vie publique, homme — citoyen, qui a fait naître cet appareil *politique et coercitif* distinct de la société *civile*, appareil chargé en principe de maintenir, malgré ces antagonismes, une certaine cohésion sociale, de contenir et d'organiser ces antagonismes pour qu'ils ne dévorent pas la société entière.

Mais dans une société divisée en classes, cet appareil tombe nécessairement dans les mains de la classe qui détient la base même de la vie sociale : les moyens de production. Cet Etat qui se voudrait *arbitre* dans la lutte des classes (1) devient fatalement *l'instrument de domination* de la classe dominante.

(1) Il a existé des Etats qui représentaient, eux, l'organisation de la société. Dans certaines régions la culture du sol exigeait de grands travaux hydrauliques, qui, vu les techniques dont disposaient ces sociétés, ne pouvaient se faire que sous la direction d'une administration centralisée et hiérarchisée. Cette administration avait, toutefois, un caractère essentiellement technique, et non le caractère coercitif des Etats de classe. Cf. dans un prochain numéro : Les formes sociales qui ont précédé le capitalisme.

(1) A certains moments de l'histoire, lorsque les forces des classes en lutte s'équilibrent, l'Etat peut effectivement se rendre « autonome » et « arbitrer » leur conflit. Mais ce sont là des situations instables qui ne peuvent se prolonger.

Aujourd'hui, et suivant les prévisions marxistes, le contrôle du capital échappe de plus en plus ouvertement aux capitalistes individuels qui, de libres propriétaires et entrepreneurs qu'ils furent, deviennent les gérants d'un capital anonyme. Et l'Etat de classes, l'Etat capitaliste devient de plus en plus Capitaliste-Etat, il obéit de plus en plus directement aux nécessités *objectives* du mode de production capitaliste : la production de profit, l'accumulation de capital.

Mais cette transformation du bourgeois en bureaucrate ne représente pas la naissance d'une nouvelle classe : comme c'est le mode de production qui fonde les classes, il faudrait pour cela que le mode de production ait changé. Or, même le Super-Capitalisme d'Etat Mondial ne serait, s'il était possible, que le mode de production capitaliste poussé à son ultime développement « logique » (2).

Si le marxisme ne peut pas être « dépassé », c'est précisément parce que le seul mode de production qui *puisse* succéder au capitalisme, est le mode de production communiste. Le développement concret de l'humanité, l'impulsion formidable apportée par le capitalisme, nous ont conduits à un point où le mode de production communiste devient le seul *matériellement possible*.

Or le mode de production communiste fera s'évanouir tous les antagonismes sociaux, toutes les divisions et oppositions qui déchirent l'humanité. Il fera s'évanouir automatiquement toute domination, toute coercition, toute autorité distincte de la société. Il fera donc disparaître toute forme de pouvoir, même cette « démocratie vraiment démocratique » dont rêvent les petits-bourgeois. Car la démocratie « idéale » elle-même ne peut être qu'une forme d'oppression, la manifestation d'antagonismes sociaux.

C'est la société humaine elle-même qui, sans aucun appareil de direction ou de coercition, dirigera et réglera elle-même ses propres activités. Comment ? Il nous est difficile de le saisir maintenant, emmurés que nous sommes dans une société de classes, mais ce sera tout simplement et spontanément par un mécanisme diffus qui imprénera toute la vie sociale, qui *sera* la vie sociale, la vie humaine. Ce serait bien le diable si l'humanité n'arrivait pas à se faire connaître à elle-même ses propres besoins !

Que restera-t-il alors des tâches de « direction » ? Rien, ou presque. Il restera encore des tâches indispensables de centralisation, d'organisation, bref de *coordination* des activités. Mais ces tâches, dépouillées de tout aspect de domination, de toute aura mystique, deviendront simplement des tâches nécessaires, comme le nettoyage des cabinets. Elles se fondront dans l'ensemble des activités humaines. Elles ne seront l'apanage de personne, elles seront accomplies par l'un ou l'autre en attendant qu'on en charge des machines automatiques. Ces machines à compiler, à calculer, à combiner, existent déjà. Certes, il faut être bête comme un ingénieur, pour croire qu'aujourd'hui elles « gèrent » tout court, alors qu'elles gèrent la production de profit, de capital. Mais ce n'est pas de leur faute, à ces pauvres machines : elles font ce qu'on leur fait faire. Demain elles déchargeront les hommes d'un travail nécessaire, mais fastidieux et peu intéressant.

(2) Il est impossible, justement à cause des contradictions « dialectiques » inhérentes au capitalisme. Cf. « L'impérialisme » de Lénine.

Loin de nous la prétention d'avoir donné, dans ce bref exposé, un tableau complet de la société communiste. Il est bien des aspects de cette société (tels, p. ex., les rapports régénérés qu'entreprendront les hommes avec la nature) que nous n'avons pas évoqués. Nous avons simplement voulu en rappeler les traits fondamentaux, et donner en quelque sorte un cadre qui en facilite l'étude plus approfondie (1).

Il nous faut maintenant revenir sur un point que nous n'avons fait qu'effleurer dans l'introduction, *la nécessité*, pour le prolétariat et son parti, de prévoir la société communiste.

Le stade de transition : la dictature du prolétariat.

Si le prolétariat, si le parti du prolétariat, doit prévoir la forme de la société future, ce n'est pas seulement pour encourager et exalter ses militants. C'est surtout parce que seule la connaissance de l'avenir permettra au prolétariat de le réaliser.

Le déterminisme social, en effet, n'est pas un déterminisme mécanique. Il passe nécessairement, pour s'accomplir, par la conscience humaine. Non la conscience individuelle, mais celle des classes, car ce ne sont pas les individus, mais les classes, qui sont les protagonistes de l'histoire. Les bouleversements des modes de production, les révolutions sociales, sont *déterminés* par les conditions historiques, mais ne se font pas « toutes seules ». C'est l'action des classes, directement déterminée, elle, par ces conditions, qui les réalise.

Il est vrai que les révolutions du passé, telle la révolution bourgeoise, ont pu être faites par des classes qui n'avaient pas conscience de leur véritable rôle historique, qui avaient une conception fautive de leur action. Mais l'histoire réelle de l'humanité n'a rien de commun avec le schéma simpliste d'une cascade sans fin de dominations de classe successives et la révolution communiste ne sera pas une « révolution comme les autres », ni dans ses effets, ni dans la conscience qu'elle aura d'elle-même.

La révolution prolétarienne sera la première révolution de l'histoire qui donnera naissance à une société sans classe, à une société où les hommes seront réellement maîtres non seulement de la nature, mais de leurs propres instruments de production dont le capitalisme les a rendus esclaves. Elle le fera précisément parce qu'étant la première révolution véritable des travailleurs, elle sera aussi la première à viser la transformation du « travail » en libre activité humaine, et qu'en la réalisant, elle libérera nécessairement l'homme en général.

Mais pour que les hommes puissent ainsi se rendre maîtres de leur destin, il fallait qu'apparaisse une classe qui, comme le prolétariat, soit capable d'une

(1) On se sera peut-être étonné de l'absence de références à des textes marxistes classiques, de l'absence de citations. L'absence n'est qu'apparente, les citations sont bien là : nous avons simplement omis de mettre les guillemets. Il est très difficile de donner une liste des textes d'où ces citations sont extraites : il n'est pas un texte de Marx ou Engels qui ne fasse allusion à la société communiste. Dans la liste ci-dessous, qui n'est donc pas exhaustive, nous indiquons quelques textes où la description de la société humaine communiste est particulièrement en évidence, et facile à trouver :

Marx : Manuscrits parisiens ;

Misère de la philosophie.

Marx-Engels : L'idéologie allemande.

Engels : Socialisme utopique et socialisme scientifique ;

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ;

L'Anti-Dühring.

prise de conscience vraie de ses buts, parce qu'elle n'a aucune classe à tromper pour l'entraîner derrière elle, mais seulement un ennemi à abattre. Pour que la révolution communiste vaille, il faut que le prolétariat sache pourquoi il fait ce qu'il fait, et où il va, sinon dans sa totalité, du moins dans sa fraction vivante et combattante : en d'autres termes il faut qu'il se soit constitué en parti, c'est-à-dire ait déjà acquis, dans la fraction en question, la *maîtrise* des lois objectives du développement historique. C'est parce que ce processus est déjà contenu en puissance dans la simple existence de la doctrine marxiste, qui a *rendu compte de ces lois* que le prolétariat peut *agir en conformité avec elles*, transformer des impulsions sociales aveugles en action de classe consciente, alors que la bourgeoisie révolutionnaire se faisait illusion sur sa propre action, et que la petite-bourgeoisie, s'est toujours engagée dans des impasses quand elle a tenté une action indépendante.

Si la nécessité de la société communiste est inscrite dans la *réalité objective*, la voie pour l'atteindre l'est également. Il existe des gens qui, tout en ne comprenant rien aux lois de l'histoire, sont si enthousiasmés par la vision de la société future qu'il la leur faut maintenant, tout de suite. Or, tout sympathique qu'il soit, cet enthousiasme ne peut conduire qu'à des catastrophes : si on peut « définir » la société communiste par n'importe lequel de ses aspects, on ne peut pas la réaliser en commençant par n'importe quel bout.

On ne peut pas « supprimer par décret » les classes sociales, la division du travail ou l'Etat. Il faut supprimer les *causes* de leur existence, il faut attaquer le capitalisme à sa racine.

Il ne s'agit pas de distribuer soi-disant gratuitement certains produits de consommation, produits par un appareil qui fonctionne « librement » suivant les lois de la production capitaliste. Il faut intervenir dans la production elle-même, il faut *diriger la production contre toutes les « lois de l'économie »*.

C'est en brisant violemment les lois de la production mercantile, de la production de capital, que le prolétariat permettra l'épanouissement de la société communiste.

Seul le prolétariat peut le faire, parce qu'il est la *seule* classe dont c'est l'intérêt total et immédiat. Et il peut le faire *seulement* en exerçant sa domination de classe, sa dictature de classe, sur toute la société.

Cette phase de transition sera dure et longue. C'est qu'il s'agit de changer radicalement toutes les structures sociales, tous les rapports humains : cela ne se fait pas en un jour. Mais, une fois qu'il détiendra le pouvoir, le prolétariat fera preuve d'une patience et d'un « réalisme » infinis ; nous avancerons fermement et prudemment, sans précipitation néfaste ; nous tiendrons compte de toutes les conditions particulières, de toutes les situations concrètes. Justement parce que nous, que l'on présente comme des rêveurs, connaissons les lois réelles de l'histoire, sommes les seuls réalistes véritables.

La seule « réalité » avec laquelle il est impossible de composer, la seule qu'on ne peut pas faire « progresser », qui bouche l'avenir de l'humanité, c'est la domination du capital.

Cette réalité-là, il faut l'abattre.

La tactique du parti communiste

(Thèses adoptées au Second Congrès du P.C. d'Italie à Rome en 1922)

En restaurant la doctrine marxiste du Parti, de l'Etat et de la Révolution ; en réalisant la rupture avec la vieille social-démocratie et le centrisme organisés dans la II^e et II^e Internationales 1/2, l'Internationale communiste fondée en 1919 à Moscou a fait faire au mouvement politique du prolétariat un formidable bond en avant. Par malheur, ce bond fut historiquement de courte durée. Bien pis, la régression qui a suivi et a abouti à la dispersion quasi totale des forces révolutionnaires est la pire de toute l'histoire du prolétariat.

Sans doute la pratique des différents Partis communistes fut-elle rarement, surtout en Occident (et surtout en France) à la hauteur de la restauration doctrinale et de la réorganisation militante essentiellement dues aux bolchévicks russes. Il serait cependant faux de faire retomber toute la responsabilité de la régression sur l'Europe occidentale. N'ayant plus vécu de grande révolution depuis des décades et des décades et depuis trop longtemps rompu aux pratiques parlementaires et légales, le mouvement ouvrier européen n'atteignit jamais, à très peu d'exceptions près, au potentiel révolutionnaire du mouvement russe. Mais en dépit de sa brillante expérience et de son éclatante victoire, l'apport de celui-ci s'arrêta à un point crucial : celui où, les Partis communistes désormais constitués (pas toujours de façon satisfaisante au reste) il aurait fallu définir leur mode d'intervention, leur « tactique » dans des pays de plein capitalisme bien différents à tous égards de la Russie tsariste où avait grandi la révolution bolchévique.

Que le bolchévisme n'ait pas su répondre à cette exigence n'est pas surprenant : c'était précisément la tâche du communisme occidental. Qu'il ne l'ait même pas aperçue, proposant toujours ses propres expériences en exemple, était plus grave. Mais qu'il ait usé de toute son autorité de Parti dirigeant pour étouffer la voix qui, d'Occident, posait inlassablement le problème et contestait ses solutions a été catastrophique.

Cette voix était celle du Parti communiste d'Italie fondé à Livourne, en 1921, par la rupture d'une fraction marxiste et révolutionnaire (dite « fraction abstentionniste ») avec la droite et le centre du vieux Parti socialiste. Le mérite historique de cette initiative ayant été revendiqué beaucoup plus tard pour une autre fraction socialiste, l'ordine nuovo, on doit noter que la prétention est parfaitement injustifiée : les « ordinovistes » qui avaient des positions ouvriéristes et idéalistes, n'ont jamais fait que suivre les « abstentionnistes », véritables combattants du communisme en Italie. L'unique raison qu'on puisse trouver à cette prétention c'est qu'au nombre des anciens ordinovistes se trouvait, entre autres, Palmiro Togliatti, chef actuel du « communisme » moscoutaire en Italie, lequel a un intérêt évident à afficher une continuité qu'il a au contraire brisée par tous les moyens dont l'opportunisme a coutume d'user contre les tendances révolutionnaires.

A son second Congrès, tenu à Rome en 1922, dans une situation déjà compromise pour la classe ouvrière, ce Parti adopta les thèses publiées ci-

dessous. Consacrées précisément au problème général de la tactique, elles constituent une contribution originale, malheureusement restée sans écho, des marxistes italiens à l'œuvre commune entreprise avec la fondation de l'I.C.

Encore faut-il s'entendre sur ce qu'il convient de comprendre par « œuvre commune ». Il peut sembler évident qu'il s'agissait de la victoire universelle de la révolution prolétarienne commencée en Russie. Tel était bien le but pour lequel l'I.C. s'était constituée et que sa direction russe voyait proche, non seulement du vivant de Lénine, mais même après, lorsque, pour des raisons évidemment tout autres que sa mort, la situation apparut momentanément bien compromise. Mais une révolution sociale est dans l'histoire un tournant gigantesque qui ne va pas sans transformations psychologiques profondes dans des foules immenses, sans l'entrée en lutte de couches toujours plus larges du prolétariat, et qui ne s'annonce pas avec la même force, au même moment, dans tous les secteurs du monde. Un Parti révolutionnaire mondial bien organisé peut bien hâter le processus, et il doit être là pour le faire aboutir. Mais le tournant lui-même dépasse largement toute volonté humaine dans ses déterminations. Sans doute l'I.C. s'est-elle constituée dans l'ère « des guerres et des révolutions », c'est-à-dire dans une époque où toute la lutte tourne autour de la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, et qui est bien différente de celle qui connut la croissance et le pourrissement opportuniste de la social-démocratie. Mais cela n'impliquait nullement que l'I.C. dut remporter la victoire dans l'espace de quelques années, ni même d'une génération et si son bilan final nous apparaît tellement sinistre aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'elle n'a pas « réussi de révolution » en dehors de la Russie, mais parce qu'elle a défiguré, déshonoré et renié le communisme abattant pour longtemps la force révolutionnaire du prolétariat.

Surestimant la force et les rythmes de la révolution européenne, en tous cas injustement convaincus que l'influence de leur Parti et du pouvoir soviétique ne pourraient à jamais s'exercer que dans son sens, les bolchévicks russes n'admirent jamais que l'Internationale Communiste puisse subir une crise opportuniste comparable à celle de la II^e Internationale, et encore moins faire un jour une fin aussi lourde de conséquences pour le prolétariat, la révolution et le socialisme.

Alors que Moscou se préoccupait donc surtout de l'accroissement des effectifs et de la notabilité des Partis communistes, dans la perspective d'un assaut assez rapide aux pouvoirs bourgeois d'Occident, les marxistes italiens, luttant dans ce berceau historique de tout réformisme et pacifisme social, pensaient avant tout à garantir les conditions politiques et organisatives qui auraient permis au communisme occidental de traverser au besoin des décades de réaction, d'isolement et de persécutions sans cesser d'être lui-même, c'est-à-dire sans perdre de vue l'inévitable victoire finale, et sans cesser de se préparer pour la reprise qui ne manquerait historiquement pas. Telle est l'œuvre commune à laquelle ils appelèrent en vain l'I.C., qui périt de son erreur, ou plutôt des influences sociales anti-prolétariennes qu'elle exprimait et qui pendant longtemps annoncèrent les progrès de la Révolution tout à rebours de la marche réelle, parlant d'autre part le langage du volontarisme le plus superficiel.

Beaucoup plus tard, après la seconde guerre impérialiste mondiale qui signa la défaite du prolétariat dans cette sombre phase, des oppositions tardives au stalinisme ont cru diminuer l'importance historique de cette lutte de la gauche marxiste italienne en disant que ses divergences avec l'I.C. n'avaient jamais été « que de tactique ». C'était méconnaître complètement les relations réelles entre tactique et programme, sans compter que le radicalisme plus grand que ces oppositions affichaient, dissimulait mal leur désir et leur hâte de réviser le programme lui-même, et de la façon la moins nouvelle.

C'est dans la mesure où il vit et lutte au sein d'une société qui résiste de mille manières et de toutes ses forces au bouleversement de ses institutions, qui a mille moyens d'attacher à son sort non seulement les classes moyennes mais une fraction non négligeable du prolétariat, que le Parti de classe risque d'être pénétré par les influences ennemies, et à la longue d'y succomber, surtout quand la classe ouvrière manque de combativité. Aucune fatalité ne le condamne pourtant à passer à l'ennemi, dans la mesure où il détermine lui-même ses rapports avec le reste de la classe et de la société, en grande partie par un choix rationnel d'attitudes et d'actions qui a précisément pour nom « tactique ». Que ce choix soit non pas laissé aux hasards de la personnalité des chefs, des situations changeantes et d'un avenir incertain, mais scientifiquement « codifié » en quelque sorte en fonction de critères bien définis, compris et admis, et voilà écartées les surprises qui ébranlent la discipline du Parti incitant le centre à imposer une autorité purement formelle ; voilà, surtout, écarté le danger d'une altération de la fonction du Parti résultant d'un divorce entre les moyens employés et les fins professées, divorce qui autrement risquerait de croître à tel point au cours des vicissitudes de l'histoire que la nature même du Parti en serait changée, qu'il deviendrait un auxiliaire de l'ennemi de classe dans les rangs prolétariens.

Telle est la conception marxiste irréprochable qui inspire les thèses de Rome. Seuls peuvent en méconnaître la portée ceux qui cherchent on ne sait quelle pierre philosophale pour conjurer le retour d'époques d'isolement et de persécution, aussi inévitables que les victoires momentanées de la bourgeoisie au cours d'un processus révolutionnaire nécessairement long et tourmenté, quant à ceux que de telles victoires poussent irrésistiblement à abandonner le communisme, mieux vaut n'en pas parler. Dans la conception marxiste des présentes thèses, au contraire, la croissance des effectifs et de l'influence du Parti s'identifie avec le développement du processus révolutionnaire lui-même qui ne peut pas ne jamais subir de reculs. Un grand parti historique ne craint pas un affaiblissement numérique et un isolement éventuels, précisément parce qu'il sait que la marche de la révolution n'a aucune raison de se conformer aux canons du « progrès continu » et que la crise endémique de la société bourgeoise à son déclin est toujours là pour fournir les conditions matérielles de la reprise, qui advient toujours à condition que ses conditions subjectives n'aient pas été ruinées par une propagande et des actions inadéquates. Dans cette optique, la seule qui soit à la mesure de la lutte de générations entières, l'unique chose à redouter et véritablement redoutable, c'est l'immobilisation du prolétariat dans des organisations devenues progressivement inaptées à la lutte révolutionnaire, mais qui pèseront de tout leur poids sur la classe ouvrière aux moments de crise où toute la décision, toute l'audace, toute la

discipline d'un Parti prolétarien bien trempé sont nécessaires pour dénouer la situation en faveur du socialisme et qui favoriseront donc l'ignoble solution capitaliste et bourgeoise.

Ce que le lecteur trouvera dans ces thèses devra donc retenir toute son attention même si leur ton (devenu insolite) de volonté révolutionnaire choque des scepticismes grandis en même temps que la désorganisation pratique et mentale du mouvement communiste, et qui survivent même à une première restauration théorique : c'est la « codification », pour toutes les phases historiques connues et prévisibles, des règles tactiques aptes à garantir en toute situation l'harmonie entre le programme maximum du parti et son action quotidienne.

Dans ce but, les thèses établissent deux distinctions capitales. La première considère, comme nous venons de dire, les grandes phases historiques dans lesquelles un Parti communiste peut avoir à lutter. Nous ne retiendrons ici que le pouvoir d'ancien régime d'une part, la démocratie bourgeoise de l'autre, pour souligner que les Partis communistes occidentaux, évidemment placés dans la seconde phase, ont trop souvent bien sottement calqué leur tactique sur celle de la première, qu'elle ait été celle du marxisme occidental dans le passé, ou celle du bolchévisme russe.

La seconde distinction concerne les époques « d'action directe » ou d'« action indirecte » du Parti prolétarien qui se définissent en fonction des rapports de classe et selon que ceux-ci permettent au Parti de se préparer directement à donner l'assaut au pouvoir bourgeois ou l'obligent au contraire à prévoir un long, patient et obscur travail de préparation et d'organisation révolutionnaire ainsi que de défense prolétarienne, quand cela est possible.

En ce qui concerne la phase de la démocratie bourgeoise, on notera que toutes les situations que peut susciter l'éternelle et trompeuse lutte entre « droite » et « gauche » (et qui prennent toujours les opportunistes tellement au dépourvu !) sont prévues, et que dans chaque cas toute ombre de compromission du Parti prolétarien avec ces forces bourgeoises est radicalement écartée. Ce n'est pas le moindre mérite de la lutte de la Gauche italienne que d'avoir préservé un minimum de militants, vieux et jeunes, de cette hâte à se dissoudre dans la masse des « démocrates » qui, depuis des dizaines d'années, s'empare de nos « communistes » chaque fois qu'une menace réelle ou imaginaire de « victoire de la droite » se présente, et qui, principalement par le canal de l'« antifascisme », les a conduits à devenir les meilleurs auxiliaires du pouvoir du Capital, dans la guerre comme dans la paix.

Si ces Thèses sur la tactique, et tant d'autres écrits précieux de la Gauche italienne nous ont été conservés jusqu'en ces temps d'obscurantisme, de reniement et de veulerie politiques, c'est grâce à une lutte qui témoigne d'une vitalité révolutionnaire malheureusement sans exemple dans aucun autre pays.

Cette lutte peut être divisée en trois phases. La première va des premières manifestations au sein du Parti socialiste italien du courant qui voulut et prépara la rupture de 1921 et fonda à Livourne le Parti Communiste, section italienne de la III^e Internationale. La seconde englobe son activité à la tête du Parti et au sein de l'Internationale, puis sa résistance au désarmement révolutionnaire entrepris par la direction zinoviéviste du Comintern sous

prétexte de conquête plus rapide et plus large des masses. Les tristes agents de cette politique au sein du Parti communiste d'Italie furent la fraction Gramsci-Togliatti des anciens « ordinovistes », plus soucieuse de ses bons rapports avec Moscou en toutes circonstances que de cohérence avec les positions qu'elle avait acceptées, et de loyauté à l'égard de ses camarades de Parti. La logique de cette attitude en a fait les renégats achevés qui occupent aujourd'hui les postes de direction du national-communisme italien. Cette phase se termine en 1926 au troisième congrès du Parti, tenu à Lyon pour des raisons d'illégalité : pour la première fois, les thèses de la Gauche italienne furent mises en minorité dans son propre Parti, après un sabotage tout « stalinien » de la préparation des débats, que Moscou eut le front de couvrir. La troisième phase va de 1926 à aujourd'hui. Sa durée témoigne à elle seule de l'ampleur du désastre subi par l'Internationale avec la défaite de la Gauche marxiste. Il n'est pas jusqu'à ses derniers et informes débris que Staline n'ait jugé devoir sacrifier à la bourgeoisie, aux impérialistes alliés, en 1941.

Pendant ces trente-cinq années, la Gauche italienne a été organisée en groupes indépendants non seulement de Moscou, mais de la prétendue IV^e Internationale trotskyste, et c'est elle qui, en 1944, a constitué l'actuel Parti Communiste Internationaliste d'Italie qui publie le bi-mensuel « Programma Comunista ». La lutte qu'elle n'a cessé de mener, dans les limites consenties par la faiblesse actuelle du courant révolutionnaire, n'est en effet rien d'autre que la lutte pour le programme communiste que tous les autres courants officiels ou oppositionnels, se réclamant de Marx et Lénine ont désormais totalement renié.

Ce seul fait suffit à trancher le débat qui s'est ouvert avec les toutes premières critiques des marxistes italiens à l'élasticité « tactique » du Comintern et qui s'est poursuivi dans sa polémique contre l'habileté manœuvrière et le frontisme de la IV^e Internationale fantôme : dans un processus révolutionnaire dont une amère expérience nous a appris qu'il ne se conclut pas en quelques années, mais s'étend sur des générations entières, le véritable vainqueur, c'est celui qui jamais ne révisa ni jamais ne trahit la seule perspective vraie d'avenir social, le seul but réellement émancipateur : la révolution communiste du prolétariat.

PRÉAMBULE

Les présentes thèses ont pour objet le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements.

Dans les différentes sphères de l'action du Parti (question parlementaire, syndicale, agraire, militaire et coloniale, etc.), ce problème revêt des aspects particuliers qui ne seront pas traités ici séparément, puisqu'ils font l'objet d'autres discussions et résolutions des Congrès internationaux et nationaux.

Les présentes thèses partent du programme que le Parti communiste d'Italie a adopté à Livourne et qui est l'expression et le fruit de la doctrine

et de la méthode propres à l'Internationale Communiste et au Parti. Ce programme déclare :

« 1. Dans le régime social capitaliste actuel, l'opposition entre les forces productives et les rapports de production, et donc l'antagonisme des intérêts et la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie dominante vont croissant.

« 2. Les rapports actuels de production sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

« 3. Le prolétariat ne peut entamer ni modifier le système des rapports capitalistes de production d'où dérive son exploitation sans renverser par la violence le pouvoir bourgeois.

« 4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

« 5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagréant et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents Etats bourgeois.

« 6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de l'Etat sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

« 7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

« 8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

« 9. Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans l'économie sociale et prendre les mesures successives grâce auxquelles le système capitaliste sera progressivement remplacé par une gestion collective de la production et de la distribution.

« 10. Par suite de cette transformation de l'économie et donc de toute la vie sociale, la division de la société en classes disparaîtra, et du même coup

la nécessité de l'Etat politique, dont les fonctions se réduiront progressivement à une administration rationnelle des activités humaines. »

I. Nature organique du Parti communiste.

Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les différents groupes de la classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, pour être communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de toutes ses luttes successives, dépassent, en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser.

2. L'intégration de toutes les poussées élémentaires se manifeste dans les deux principaux facteurs de l'action unitaire : l'un est la conscience critique dont le parti tire son « programme » ; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'« organisation » disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action. Il serait faux de croire que cette conscience et cette volonté peuvent être obtenues et doivent être exigées des individus isolés, car seule l'intégration des activités de nombreux individus dans une collectivité unitaire peut les produire.

3. Les déclarations programmatiques des Partis et de l'Internationale communiste contiennent une définition précise de la conscience théorico-critique du mouvement. A cette conscience, comme à cette organisation nationale et internationale, on est parvenu et on parvient par une étude de l'histoire de la société humaine et de sa structure à l'époque capitaliste actuelle conduite sur la base des données et des expériences de la lutte prolétarienne réelle et dans une participation active à celle-ci.

4. La proclamation de ce programme et la désignation des hommes aux différentes fonctions de l'organisation résulte en apparence d'une consultation démocratique des délégués du parti. En réalité, elles sont le produit du processus réel qui, accumulant les éléments d'expérience, préparant et sélectionnant les dirigeants, permet au programme de prendre forme et à la structure du Parti de se hiérarchiser.

II. Processus de développement du Parti communiste.

5. Le Parti prolétarien s'organise et se développe dans la mesure où la maturité et l'évolution de la société permet à une conscience des intérêts généraux et suprêmes de la classe ouvrière d'apparaître et à une action collective et unitaire de se développer dans ce sens.

D'autre part, le prolétariat n'apparaît et n'agit comme classe dans l'histoire que lorsque se dessine en lui la tendance à se donner un programme et une méthode commune d'action, c'est-à-dire à s'organiser en parti.

6. Le Parti prolétarien ne se développe pas de façon régulière et continue, mais passe par des phases très complexes et des périodes de crise générale.

Bien souvent, les Partis prolétariens ont subi une dégénérescence qui a privé leur action de son unité et de sa conformité aux buts révolutionnaires suprêmes, ou du moins a atténué ces caractères indispensables de leur activité au lieu de les accentuer. Celle-ci s'est alors fragmentée dans la poursuite d'avantages limités à tel ou tel groupe ouvrier ou de résultats contingents (réformes), adoptant des méthodes qui compromettaient le travail révolutionnaire et la préparation du prolétariat à la réalisation de ses finalités de classe. Par cette voie, les Partis prolétariens en sont souvent arrivés à ouvrir leurs rangs à des couches et des éléments qui ne pouvaient pas encore se placer sur le terrain de l'action collective unitaire pour les buts suprêmes. Cela s'est toujours accompagné d'une révision et d'une déformation de la doctrine et du programme, et d'un relâchement de la discipline intérieure ; ainsi, au lieu de donner au mouvement prolétarien un état-major de chefs adaptés et décidés à la lutte, on l'a livré aux mains d'agents larvés de la bourgeoisie.

7. Sous l'influence de situations nouvelles, sous la pression des événements provoquant la classe ouvrière à l'action, il est possible de sortir d'une pareille situation et de retourner au véritable Parti de classe. Ce retour s'effectue sous forme d'une scission de la partie de l'organisation qui, en défendant le programme, en critiquant les expériences défavorables de la lutte et en formant une école et une fraction organisée au sein du vieux parti, a rétabli cette continuité indispensable à la vie d'un organisme unitaire qui se fonde sur la possession d'une conscience et d'une discipline. C'est de cette conscience et de cette discipline que naît le nouveau Parti. Tel est généralement le processus qui a conduit des Partis faillis de la II^e Internationale à la naissance de l'Internationale Communiste.

8. Le développement du Parti communiste après le dénouement d'une telle crise peut être défini comme « normal » pour la commodité de l'analyse, ce qui n'exclut pas le retour de phases critiques dans des situations nouvelles. C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assurera également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

9. Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au Parti d'autres partis ou fractions détachées de

Partis. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au Parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure : dans ce cas, l'accroissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du Parti, pourrait bien paralyser son travail d'enca-drement des masses, au lieu de le faciliter.

Il est souhaitable que l'Internationale Communiste déclare au plus tôt qu'elle n'admet pas la moindre dérogation à deux principes fondamentaux d'organisation : il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul Parti Communiste, et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au Parti Communiste du pays donné.

III. *Rapports entre le Parti communiste et la classe prolétarienne.*

10. Les caractères qui font du Parti de classe l'organisation de la fraction la plus avancée du prolétariat n'empêchent pas, mais au contraire exigent qu'il soit rattaché par des liens étroits au reste de la classe !

II. La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, cette avant-garde lutte pour leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur accomplissement, en y prenant une part active et en les suivant avec attention dans tout leur développement.

12. L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuelle-ment accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire.

13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les

éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer.

Ils tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces associations et à conquérir les charges directrices, devenant ainsi le véhicule naturel des mots d'ordre du Parti. Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action.

14. Tout le travail et l'encadrement des groupes communistes tend à donner au Parti le contrôle définitif des organes dirigeant les associations économiques. Les centrales syndicales nationales, en particulier, apparaissent comme le plus sûr moyen de diriger les mouvements du prolétariat non organisé vers le Parti. Celui-ci considère qu'il a le plus grand intérêt à éviter la scission des syndicats et des autres organisations économiques. C'est pourquoi il ne saurait s'opposer à l'exécution des mouvements décidés par leurs directions sous prétexte qu'elle est dans les mains d'autres partis. Cela ne l'empêchera pas de faire la critique la plus ouverte tant de l'action elle-même que de l'œuvre des chefs.

15. Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement ; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale.

16. Ce serait une conception complètement erronée du Parti que d'exiger de chacun de ses adhérents isolément considéré une parfaite conscience critique et un total esprit de sacrifice. De même, le Parti ne doit pas limiter sa sphère d'influence aux associations économiques ouvrières constituées par scission et ne comprenant que les ouvriers qui acceptent certaines méthodes d'action. D'autre part, on ne peut exiger qu'à telle date le Parti soit arrivé à contrôler, ni à plus forte raison à encadrer dans ses rangs la majorité du prolétariat, ou qu'il ait réalisé cette condition avant d'entreprendre des actions générales. Une telle exigence ne peut être posée a priori sans tenir compte du processus dialectique réel de développement du Parti. Cela n'a aucun sens, même abstrait, de comparer le nombre des ouvriers encadrés dans l'organisation disciplinée et unitaire du Parti ou contrôlés par lui et celui des ouvriers inorganisés et dispersés ou affiliés à des organismes corporatifs incapables de les unir organiquement.

IV. *Rapports du Parti communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens.*

17. La fraction du prolétariat qui est organisée dans d'autres partis politiques ou qui sympathise avec eux est particulièrement récalcitrante à un regroupement dans les rangs et sous l'influence du Parti communiste. Tous les

partis bourgeois ont des adhérents prolétariens, mais ceux qui nous intéressent ici sont surtout les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes.

18. Le Parti doit développer une critique incessante du programme de ces mouvements et démontrer leur insuffisance pour l'émancipation du prolétariat. Cette polémique théorique sera d'autant plus efficace que le Parti pourra mieux démontrer que l'expérience a confirmé les critiques programmatiques les plus anciennement formulées par lui contre ces mouvements. C'est pourquoi, dans les polémiques de cette nature, on ne doit jamais masquer les divergences non seulement sur les problèmes du moment, mais sur les développements ultérieurs de l'action du prolétariat.

19. Par ailleurs, ces polémiques doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'œuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée.

20. Le Parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physionomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceux-ci.

21. Pour attirer à lui les prolétaires adhérant à d'autres mouvements politiques, le Parti communiste ne peut appliquer la méthode consistant à organiser en leur sein des fractions communistes ou de sympathisants communistes. Il est normal d'employer cette méthode pour pénétrer dans les syndicats d'où l'on ne cherche pas à faire sortir des groupes communistes organisés ; mais appliquée à des mouvements politiques, elle compromettrait l'unité organique du Parti, pour les raisons dites plus haut à propos du développement de son organisation.

22. Dans la propagande et la polémique, il ne faudra pas oublier que de nombreux travailleurs déjà mûrs pour la conception unitaire et révolutionnaire de la lutte ne se sont fourvoyés dans les rangs syndicalistes et anarchistes qu'en réaction à la dégénérescence des vieux partis sociaux-démocrates. La vigueur de la polémique et de la lutte communistes contre ces derniers sera un facteur de premier ordre pour ramener ces travailleurs sur le terrain révolutionnaire.

23. On ne peut évidemment appartenir en même temps au Parti commu-

niste et à un autre parti politique. L'incompatibilité s'étend à tous les mouvements qui, sans être ni s'intituler partis, ont un caractère politique, et à toutes les associations dont les conditions d'admission sont des thèses politiques, en particulier la franc-maçonnerie.

V. *Éléments de la tactique du Parti tirés de l'examen des situations.*

24. Dans les points précédents, les critères généraux qui règlent les rapports entre le Parti communiste et les autres organisations du prolétariat ont été établis en fonction de la nature même du Parti. Avant d'en arriver à la tactique proprement dite, il faut examiner quels éléments l'étude de la situation du mouvement peut apporter à sa détermination. Le programme du Parti communiste prévoit qu'au cours du développement qu'on lui attribue généralement celui-ci accomplira une série d'actions correspondant à des situations successives. Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles. L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulée dans son programme ; le jour où cet examen imposerait une révision substantielle de celle-ci le problème ne pourrait se résoudre par une simple volte-face tactique : c'est la vision programmatique elle-même qui subirait inévitablement une rectification, non sans conséquences graves pour l'organisation et la force du Parti. Celui-ci doit donc s'efforcer de prévoir le développement des situations, afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer ; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes éclectiques et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate. Si les Partis communistes se la laissaient jamais imposer, ils souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes.

25. Le Parti communiste ne possède d'unité, ne tend à réaliser le développement prévu dans son programme qu'autant qu'il groupe dans ses rangs la fraction du prolétariat qui a surmonté la tendance à se mouvoir uniquement sous l'impulsion immédiate de situations économiques particulières. Ce dépassement se réalise précisément par la voie de l'organisation politique. Si la conscience critique et l'initiative volontaire n'ont qu'une valeur très limitée pour les individus, elles se trouvent pleinement réalisées dans la collectivité du Parti, d'autant plus que celui-ci se présente comme un précurseur de ces formes d'association humaine qui, au lieu de subir passivement la loi des faits économiques, seront réellement en mesure de les diriger rationnellement, parce qu'elles auront dépassé l'informe organisation économique actuelle. C'est pourquoi les mouvements d'ensemble du Parti, au lieu d'être immédiatement déterminés par la situation, lui sont liés par une dépendance rationnelle et volontaire.

26. La volonté du Parti ne peut toutefois pas s'exercer de façon capricieuse, ni son initiative s'étendre dans des proportions arbitraires. Les limites qu'il peut et doit fixer à l'une comme à l'autre lui sont données précisément

par son programme et par l'appréciation de la possibilité et de l'opportunité d'engager une action qu'il déduit de l'examen des situations contingentes.

27. C'est en examinant la situation qu'on jugera des forces respectives du Parti et des mouvements adverses. Le premier souci du Parti doit être d'apprécier correctement l'importance de la couche du prolétariat qui le suivrait s'il entreprenait une action ou engageait une lutte. Pour cela, il devra se faire une idée exacte de l'influence de la situation économique sur les masses et des poussées spontanées qu'elle détermine en leur sein, ainsi que du développement que les initiatives du Parti communiste et l'attitude des autres partis peuvent donner à ces poussées.

Qu'il s'agisse d'une période de prospérité croissante ou au contraire de difficultés et de crises, l'influence que la situation économique exerce sur la combativité de classe du prolétariat est très complexe. Elle ne peut être déduite d'un simple examen de cette situation à un moment donné, car il faut tenir compte de tout le déroulement antérieur, de toutes les oscillations et variations des situations qui ont précédé. Par exemple, une période de prospérité peut donner vie à un puissant mouvement syndical qui, si celle-ci est suivie d'une période de crise et d'appauvrissement, peut se porter rapidement sur des positions révolutionnaires, faisant jouer en faveur de la victoire le large encadrement des masses qu'il aura conservé. Par contre, une période d'appauvrissement progressif peut désagréger le mouvement syndical au point que, dans une période ultérieure de prospérité, il n'offre plus matière suffisante à un encadrement révolutionnaire. Ces exemples (qui pourraient d'ailleurs être inversés) prouvent que « les courbes de la situation économique et de la combativité de classe sont déterminées par des lois complexes, la seconde dépendant de la première, mais ne lui ressemblant pas dans la forme ». A la montée de la première peut correspondre indifféremment, dans des cas donnés, la montée ou la descente de la seconde, et inversement.

28. Les éléments intégrants de cette recherche sont très variés. Il faudra examiner non seulement la tendance effective du prolétariat à constituer et développer des organisations de classe, mais toutes les réactions, psychologiques y compris, déterminées en son sein d'une part par la situation économique, d'autre part par les attitudes et initiatives sociales et politiques de la classe dominante elle-même et ses partis. Sur le plan politique, l'examen de la situation se complète par celui des positions des différentes classes et partis à l'égard du pouvoir d'Etat, et par l'appréciation de leurs forces. De ce point de vue, les situations dans lesquelles le Parti communiste peut être amené à agir et qui, dans leur succession normale, le conduisent à augmenter ses effectifs et en même temps à préciser toujours davantage les limites de sa tactique peuvent être classées en cinq grandes phases qui sont : 1. Pouvoir féodal absolutiste. 2. Pouvoir démocratique bourgeois. 3. Gouvernement social-démocrate. 4. Période intermédiaire de guerre civile dans laquelle les bases de l'Etat sont ébranlées. 5. Pouvoir prolétarien de la dictature des Conseils. En un certain sens, le problème tactique consiste non seulement à choisir la bonne voie pour une action efficace, mais aussi à éviter que l'action du Parti ne sorte des limites opportunes pour revenir à des méthodes qui, répondant à des phases dépassées, arrêteraient le développement du Parti et,

bien pis, lui feraient perdre sa préparation révolutionnaire. Les considérations qui suivent se réfèrent à l'action du Parti dans la seconde et troisième phases politiques sus-mentionnées.

29. Pour vivre d'une vie organique, le Parti communiste doit posséder une méthode critique et une conscience le portant à formuler un programme propre. C'est précisément pour cette raison que le Parti et l'Internationale communiste ne peuvent accorder la plus grande liberté et élasticité de tactique aux centres dirigeants et remettre la détermination de celle-ci à leur seul jugement après examen de la situation. Le programme du Parti n'a pas le caractère d'un simple but que l'on pourrait atteindre par n'importe quelle voie, mais celui d'une perspective historique dans laquelle les voies suivies et les objectifs atteints sont intimement liés. Dans les diverses situations, la tactique doit donc être en harmonie avec le programme et, pour cela, les règles tactiques générales pour les situations successives doivent être précisées dans certaines limites, sans doute non rigides, mais toujours plus nettes et moins fluctuantes à mesure que le mouvement se renforce et approche de la victoire finale. C'est seulement ainsi qu'on parviendra au centralisme maximum dans les Partis et l'Internationale, c'est-à-dire que les dispositions prises centralement pour l'action seront acceptées et exécutées sans résistances non seulement par les Partis communistes, mais même par une partie des mouvements de masse qu'ils sont parvenus à encadrer. On ne doit en effet pas oublier qu'à la base de l'acceptation de la discipline organique du mouvement, il y a non seulement l'initiative d'individus et de groupes résultant des développements de la situation, mais une progression continue et logique d'expériences les amenant à rectifier leur vision de la voie à suivre pour obtenir la plus grande efficacité dans la lutte contre les conditions de vie que l'organisation sociale actuelle impose au prolétariat. C'est pourquoi, avant d'appeler leurs adhérents et ceux des prolétaires qui les suivent à l'action et au sacrifice d'eux-mêmes, les Partis et l'Internationale doivent exposer de façon systématique l'ensemble de leurs règles tactiques générales et démontrer qu'elles sont la seule voie de la victoire. Si le Parti doit donc définir les termes et les limites de sa tactique, ce n'est pas par désir de théoriser et de schématiser les mouvements complexes qu'il pourra être amené à entreprendre, mais en raison d'une nécessité pratique et organisationnelle. Une telle définition peut sembler restreindre ses possibilités d'action, mais elle seule garantit la continuité et l'unité de son intervention dans la lutte prolétarienne, et c'est pour ces raisons tout à fait concrètes qu'elle doit être décidée.

VI. *Action tactique « directe » du Parti communiste.*

30. Les conditions n'existent pas toujours pour une action tactique qu'on peut appeler « directe », puisqu'elle a le caractère d'un assaut au pouvoir bourgeois par le Parti communiste et les forces dont il dispose. Loin de se limiter au prosélytisme et à la propagande purs et simples, le Parti peut et doit alors exercer son influence sur les événements en réglant ses rapports avec les autres partis et mouvements sociaux et politiques et en exerçant sur eux sa pression de façon à déterminer un développement de la situation favorable à ses propres buts et à hâter le moment où l'action révolutionnaire décisive sera possible. Les initiatives et attitudes à adopter en pareil cas

constituent un problème délicat. Pour qu'il soit résolu, la première condition est qu'elles ne soient et ne puissent sembler aucunement en contradiction avec les nécessités ultérieures de la lutte propre du Parti communiste, telle que le programme qu'il est le seul à défendre et pour lequel il sera le seul à lutter au moment décisif le définit. La propagande du Parti n'a pas seulement une valeur théorique. Elle résulte surtout des positions que le Parti prend quotidiennement dans la lutte prolétarienne réelle. Elle doit continuellement mettre en évidence la nécessité pour le prolétariat d'embrasser le programme et la méthode communistes. Toute attitude qui causerait ou comporterait le passage au second plan de cette affirmation intégrale et qui ferait de l'obtention de tel ou tel résultat secondaire une fin en soi, et non pas un moyen de procéder plus avant, conduirait donc à un affaiblissement de la structure du Parti et à un recul de son influence sur la préparation révolutionnaire des masses.

31. Dans la phase plus haut définie comme celle du pouvoir démocratique bourgeois, les forces politiques sont généralement divisées en deux courants ou « blocs » : la droite et la gauche, qui se disputent la direction de l'Etat.

Les partis sociaux-démocrates, coalitionnistes par principe, adhèrent plus ou moins ouvertement au bloc de gauche. Le Parti communiste n'est pas indifférent aux développements de cette lutte, que ce soit parce qu'elle soulève des points et des revendications qui intéressent les masses prolétariennes et concentrent leur attention, ou parce que sa conclusion par une victoire de la gauche peut réellement aplanir la voie à la révolution prolétarienne. Quant au problème de l'opportunité tactique de coalitions avec les éléments politiques de gauche, il faut l'examiner sans apriorisme faussement doctrinal ou sottement sentimental et puritain. On doit partir du fait que le Parti communiste ne dispose d'une initiative de mouvement qu'autant qu'il est capable de poursuivre avec continuité le travail d'organisation et de préparation d'où lui vient l'influence qui lui permet d'appeler les masses à l'action. Il ne peut donc se proposer une tactique répondant à un critère occasionnel et momentané, quitte à prévoir une brusque volte-face au moment où elle apparaîtrait dépassée, et un changement de front qui transformerait en ennemis les alliés de la veille. Si le Parti ne veut pas compromettre sa liaison avec les masses et la possibilité de la renforcer au moment où cela sera le plus nécessaire, toutes ses déclarations et attitudes publiques devront traduire sa continuité de méthode et d'intentions, c'est-à-dire être en parfaite harmonie avec la propagande pour la lutte finale et la préparation à celle-ci.

32. Une des tâches essentielles du Parti communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux. La plupart du temps, c'est seulement par des falsifications démagogiques que la droite et la gauche bourgeoises parviennent à intéresser le prolétariat à leurs divergences. Les falsifications ne peuvent évidemment être démontrées par la seule critique théorique : c'est dans la pratique et le vif de la lutte qu'elle seront démasquées. Le but de la gauche n'est nullement de faire un pas en avant par rapport au régime économique capitaliste pour atteindre un quelconque stade intermé-

diaire entre celui-ci et le régime capitaliste. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe. Cela vaut pour les revendications d'élargissement du droit de vote et autres garanties et perfectionnement du libéralisme, comme pour la politique anticléricale et l'ensemble de la politique franc-maçonne. Cela vaut également pour les réformes d'ordre économique et social : ou bien elles ne seront pas réalisées, ou elles ne le seront qu'à la condition et dans le but de faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses.

33. Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires. Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience : de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

C'est donc dans un tout autre sens que l'avènement de tels gouvernements peut être utile, à savoir dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.

34. Une coalition du Parti Communiste avec les partis de la gauche bourgeoise ou de la social-démocratie nuirait donc à la préparation révolutionnaire du prolétariat et rendrait l'utilisation d'une expérience gouvernementale de la gauche difficile. En outre, elle retarderait pratiquement beaucoup la victoire du bloc de gauche sur celui de droite. En effet, si la clientèle du centre bourgeois que ces deux blocs se disputent s'oriente à gauche, c'est parce qu'elle est à bon droit convaincue que la gauche n'est pas moins conservatrice et ennemie de la révolution que la droite.

Elle sait que les concessions proposées par elle sont en majeure partie apparentes, et que lorsqu'elles sont effectives, elles visent à freiner la montée révolutionnaire contre les institutions que la gauche accepte aussi bien que la droite. Par conséquent, la présence du Parti Communiste dans la coalition de gauche ferait perdre à celle-ci une grande partie de sa clientèle, surtout électorale, perte que l'appui des communistes ne pourrait compenser. Une telle politique retarderait probablement l'expérience au lieu de l'accélérer.

35. Il est indéniable que le bloc de gauche agite des revendications inté-

ressant les masses et correspondant souvent, dans leur formulation, à leurs exigences réelles. Le Parti communiste ne négligera pas ce fait et ne soutiendra pas la thèse superficielle que de telles concessions sont à refuser, car seules les conquêtes finales et totales de la révolution méritent les sacrifices du prolétariat. Pareille proclamation n'aurait aucun sens, car son seul résultat serait de rejeter ce dernier sous l'influence des démocrates et sociaux-démocrates auxquels il resterait inféodé. Le Parti communiste invitera donc les travailleurs à accepter les concessions de la gauche comme une expérience sur l'issue de laquelle il exprimera les prévisions les plus pessimistes, insistant sur la nécessité pour le prolétariat de ne pas mettre en jeu son indépendance politique et d'organisation, s'il ne veut pas sortir ruiné de l'expérience. Il incitera les masses à exiger des partis sociaux-démocrates qu'ils tiennent leurs engagements, puisqu'ils se portent garants de la possibilité de réaliser les promesses de la gauche bourgeoise. Par sa critique indépendante et ininterrompue, il se préparera à recueillir les fruits du résultat négatif de ces expériences, dénonçant le front unique de toute la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire et la complicité des partis soi-disants ouvriers qui, soutenant la coalition avec une partie de la bourgeoisie, se font les agents de celle-ci.

36. Les partis de gauche et en particulier les sociaux-démocrates affichent souvent des revendications d'une nature telle qu'il est utile d'appeler le prolétariat à l'action directe pour les obtenir. En effet, si la lutte était engagée, l'insuffisance des moyens proposés par les sociaux-démocrates pour réaliser leur programme de mesures ouvrières apparaîtrait immédiatement. A ce moment, le Parti communiste pourra agiter ces mêmes revendications en les précisant, en faire un drapeau de lutte de tout le prolétariat qu'il portera en avant pour forcer les partis qui en parlent par simple opportunisme à s'employer à leur réalisation. Qu'il s'agisse de revendications économiques ou même de caractère politique, le Parti communiste les proposera comme objectif d'une coalition des organisations syndicales. Il évitera cependant la constitution de comités directeurs de lutte et d'agitation dans lesquels il serait représenté et engagé aux côtés d'autres partis, afin de retenir l'attention des masses sur l'originalité du programme communiste et de conserver sa propre liberté de mouvement pour le moment où il lui sera possible d'élargir sa plateforme d'action en débordant les autres partis abandonnés par les masses après démonstration de leur impuissance. Le front unique syndical ainsi compris offre la possibilité d'actions d'ensemble de toute la classe travailleuse. De telles actions, la méthode communiste ne peut sortir que victorieuse, car elle est la seule capable de leur donner un contenu sans partager la moindre responsabilité dans l'œuvre des partis qui n'appuient la cause prolétarienne que verbalement et avec des intentions contre-révolutionnaires.

37. La situation que nous envisageons peut prendre l'aspect d'une attaque de la droite bourgeoise contre un gouvernement démocratique ou socialiste. Même dans ce cas, le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre : s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme une conquête à défendre.

38. Il pourra arriver que le gouvernement de gauche laisse des organisations de droite, des bandes blanches de la bourgeoisie mener leur action contre le prolétariat et, bien loin de réclamer l'appui de ce dernier, lui refuse le droit de répondre par les armes. Dans ce cas, les communistes dénonceront la complicité de fait, la véritable division du travail entre le gouvernement libéral et les forces irrégulières de la réaction, la bourgeoisie ne discutant plus alors des avantages respectifs de l'anesthésie démocratico-réformiste et de la répression violente, mais les employant toutes les deux à la fois.

Dans cette situation, le véritable, le pire ennemi de la préparation révolutionnaire est le gouvernement libéral : il fait croire au prolétariat qu'il le défendra pour sauver la légalité afin que le prolétariat ne s'arme ni ne s'organise. Ainsi, le jour où par la force des choses celui-ci sera mis dans la nécessité de lutter contre les institutions légales présidant à son exploitation, le gouvernement pourra l'écraser sans mal en accord avec les bandes blanches totalement d'accord avec les gardes blancs.

39. Il peut aussi se produire que le gouvernement et les partis de gauche qui le composent invitent le prolétariat à participer à la résistance armée contre l'attaque de la droite. Cet appel ne peut que cacher un piège. Le Parti communiste l'accueillera en proclamant que l'armement des prolétaires signifie l'avènement du pouvoir et de l'Etat prolétarien, ainsi que la destruction de la bureaucratie étatique et de l'armée traditionnelle, puisque jamais celles-ci n'obéiraient aux ordres d'un gouvernement de gauche légalement instauré dès le moment où il appellerait le peuple à la lutte armée, et que seule la dictature du prolétariat pourrait donc remporter une victoire stable sur les bandes blanches. En conséquence, le Parti communiste ne pratiquera ni ne proclamera le moindre « loyalisme » à l'égard du gouvernement libéral menacé. Il montrera au contraire aux masses le danger de consolider son pouvoir en lui apportant le soutien du prolétariat contre le soulèvement de la droite ou la tentative de coup d'Etat, c'est-à-dire de consolider l'organisme appelé à s'opposer à l'avance révolutionnaire du prolétariat au moment où celle-ci s'imposera comme la seule issue, en laissant le contrôle de l'armée aux partis gouvernementaux, c'est-à-dire en déposant les armes avant de les avoir employées au renversement de toutes les formes politiques du moment, gouvernementales ou non, avant de les avoir dirigées contre toutes les forces de la classe bourgeoise.

VII. Action tactique « directe » du Parti communiste.

40. Dans le cas ci-dessus considéré, les revendications présentées par les partis bourgeois de gauche et social-démocrate comme les objectifs à atteindre ou à défendre retenaient l'attention des masses, et le Parti communiste les proposait à son tour avec plus de clarté et d'énergie, tout en critiquant de façon ouverte les moyens proposés par les autres pour les obtenir.

Mais il est d'autres cas où les besoins immédiats et urgents de la classe ouvrière ne rencontrent qu'indifférence auprès des partis de gauche ou sociaux-démocrates, qu'il s'agisse de conquêtes ou de simple défense. S'il ne dispose pas de forces suffisantes pour appeler directement les masses à l'action en raison de l'influence social-démocrate sur elles, le Parti communiste posera ces revendications et en appellera pour leur conquête au front

unique des syndicats prolétariens, en évitant d'offrir une alliance aux sociaux-démocrates et en dénonçant leur trahison même aux intérêts les plus contingents et immédiats des travailleurs. Le déclenchement d'une action unitaire trouvera à leur poste les communistes militant dans les syndicats, tout en laissant au Parti la possibilité d'intervenir au cas où leur lutte se développerait, dressant inévitablement contre elle les sociaux-démocrates, et parfois même les syndicalistes et les anarchistes. Si les autres partis prolétariens refusent de réaliser le front unique syndical pour ces revendications, le Parti communiste ne se contentera pas de les critiquer et de démontrer leur complicité avec la bourgeoisie. Pour détruire leur influence, il devra surtout participer en première ligne aux actions partielles du prolétariat que la situation ne manquera pas de susciter et dont les objectifs seront ceux pour lesquels le Parti communiste avait proposé le front unique de toutes les organisations locales et de toutes les catégories. Cela lui permettra de démontrer concrètement qu'en s'opposant à l'extension des mouvements, les dirigeants sociaux-démocrates en préparent la défaite. Naturellement, le Parti communiste ne se contentera pas de rejeter sur les autres la responsabilité d'une tactique erronée. Avec toute la sagacité et toute la discipline nécessaires, il guettera le moment favorable pour passer outre aux résistances des contre-révolutionnaires, c'est-à-dire l'apparition d'une situation telle dans les masses au cours du développement de la lutte que rien ne les empêcherait plus de suivre un appel du Parti communiste à l'action directe. Alors, c'est au centre qu'incomberait une telle initiative, et en aucun cas aux organisatoinis locales du Parti et des syndicats contrôlés par lui.

41. Plus spécialement, l'expression « tactique directe » désigne l'action du Parti quand la situation l'incite à prendre, indépendamment de tous, l'initiative d'attaquer le pouvoir bourgeois afin de l'abattre ou de lui porter un coup grave. Pour pouvoir entreprendre une pareille action le Parti doit disposer d'une organisation intérieure assez solide pour lui donner la certitude absolue que les directives du centre seront parfaitement suivies. Il doit en outre pouvoir compter sur la discipline des forces syndicales contrôlées par lui afin d'être sûr qu'une grande partie des masses le suivra. Il a en outre besoin de formations militaires d'une certaine efficacité et, afin de conserver à coup sûr la direction du mouvement au cas probable où il serait mis hors-la-loi par des mesures d'exception, de tout un appareil d'action illégale, et spécialement d'un réseau de communications et de liaisons que le gouvernement bourgeois ne puisse contrôler.

Dans une action offensive, c'est le sort d'un très long travail de préparation qui peut se décider. Avant de prendre une si lourde décision, le Parti devra donc étudier à fond la situation. Il ne suffira pas qu'elle lui permette de compter sur la discipline des forces directement encadrées et contrôlées par lui, ni qu'elle l'autorise à prévoir que les liens l'unissant à la fraction la plus vivante du prolétariat ne se briseront pas au cours de la lutte. Il devra également avoir l'assurance que son influence sur les masses et la participation du prolétariat au mouvement iront croissant au cours de la lutte, c'est-à-dire que celle-ci réveillera et rendra effectives des tendances habituellement diffuses dans les couches profondes de la masse.

42. Il ne sera pas toujours possible de proclamer ouvertement que le mouvement d'ensemble déclenché par le Parti communiste a pour but de renverser le pouvoir bourgeois. Sauf en cas de développement exceptionnellement rapide de la situation révolutionnaire, le Parti pourra engager l'action sur des mots d'ordre qui ne soient pas encore la prise révolutionnaire du pouvoir, mais ne puissent dans une certaine mesure être réalisés que grâce à elle, bien que les masses ne les considèrent que comme des exigences immédiates et vitales. Dans la mesure limitée où ces mots d'ordre sont réalisables par un gouvernement qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat, ils laissent au Parti communiste la possibilité d'arrêter l'action à un certain point sans porter atteinte à l'organisation et à la combativité des masses. Cela peut être utile si l'issue de la lutte semble devoir compromettre la possibilité d'une reprise ultérieure efficace.

43. Il n'est pas exclu non plus que le Parti juge opportun de lancer directement un mot d'ordre d'action tout en sachant qu'il ne s'agit pas encore de prendre le pouvoir, mais seulement de conduire une bataille dont le prestige et l'organisation de l'adversaire sortiront ébranlés et qui renforcera matériellement et moralement le prolétariat. Dans ce cas, le Parti appellera les masses à la lutte soit pour des objectifs réellement à atteindre, soit sur des objectifs plus limités que ceux qu'il se propose d'atteindre en cas de succès. Dans le plan d'action du Parti, ces objectifs doivent être ordonnés selon une progression de façon à ce que chaque succès puisse devenir une plate-forme d'attente pour les luttes suivantes. On évitera le plus possible de se lancer dans la lutte dans des conditions qui ne laisseraient d'autres possibilités que le triomphe de la révolution ou bien la défaite totale et la dispersion des forces prolétariennes pour une durée imprévisible. Les objectifs partiels sont donc indispensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action, et on peut les formuler sans entrer en contradiction avec la critique que le Parti fait de leur contenu économique et social pour éviter que les masses ne leur accordent la valeur de fins en soi dont elles pourraient se satisfaire après les avoir rejointes, alors qu'ils doivent être seulement une occasion de lutte, un moyen, un pas vers la victoire finale.

Bien entendu, la détermination de tels objectifs est toujours un problème terriblement délicat ; c'est par l'expérience et la sélection de ses chefs que le Parti devient capable d'assumer cette suprême responsabilité.

44. Le Parti ne doit ni croire ni faire croire que lorsque le prolétariat manque de combativité, il suffise qu'un groupe d'audacieux se lance dans la lutte et tente des coups de main contre les institutions bourgeoises pour que son exemple réveille les masses. C'est dans le développement de la situation économique réelle qu'il faut chercher les raisons qui feront sortir le prolétariat de sa prostration. Si la tactique du Parti peut et doit contribuer à ce réveil, c'est par un travail beaucoup plus profond et continu que ne peut l'être le geste spectaculaire d'une avant-garde.

45. Cela ne signifie pas que le Parti ne se servira pas de ses effectifs pour des actions dont le plan sera mûri et l'exécution contrôlée par lui. Ces actions seront celles de groupes armés, d'organisations ouvrières et même de foules, ayant une valeur défensive et destinées à démontrer concrètement aux

masses qu'avec de l'organisation et de la préparation il est possible d'affronter les groupes terroristes armés de la classe dominante et ses interdictions policières contre certaines formes d'organisation et d'activité prolétarienne. Le but ne sera donc pas de provoquer une action générale, mais de rendre à la masse démoralisée le plus haut degré de combativité par une série d'actions concourant à réveiller en elle les sentiments et le besoin de lutte.

46. Le Parti évitera absolument qu'au cours de telles actions les syndicats locaux et ses propres militants syndicaux enfreignent la discipline intérieure des organisations nationales. Comme il a déjà été dit, ses militants dans les syndicats doivent servir le Parti à conquérir les directions centrales, et c'est pourquoi ils ne doivent pas provoquer la rupture avec elles quand elles sont dans les mains d'autres partis. Cependant le Parti suivra attentivement les masses et les appuiera de toutes ses forces si elles rompent spontanément avec la discipline d'inaction et de passivité imposée par les chefs syndicaux réformistes et opportunistes pour répondre aux provocations bourgeoises.

47. Dans la situation caractérisée par l'ébranlement profond et les promesses de chute de pouvoir d'Etat, le Parti communiste déploie ses forces au maximum et mène dans les masses une agitation portant sur les conquêtes suprêmes. Tout en ayant donc une action indépendante, il ne devra pas laisser échapper l'occasion d'influer sur l'équilibre instable de la situation en mettant à profit toutes les forces marchant momentanément dans la même direction que lui. Après la chute de l'Etat traditionnel et quand il sera bien sûr de son contrôle sur le mouvement, le Parti pourra recourir à des accords transitoires et contingents avec d'autres mouvements disposant de forces dans le camp révolutionnaire, sans pourtant en faire l'objet d'une propagande et de mots d'ordre aux masses. La seule mesure de l'opportunité de ces contrats sera dans chaque cas le succès. La tactique du Parti communiste n'est jamais dictée par des actions théoriques ou par des préoccupations morales ou esthétiques, mais uniquement par le souci de conformer les moyens aux fins et au déroulement réel de l'histoire. Cette synthèse dialectique de doctrine et d'action est le patrimoine du mouvement appelé à devenir le protagoniste du plus vaste renouvellement social, et l'armée de la plus grande guerre révolutionnaire de l'histoire.

VIII. *Le Parti communiste italien et le moment actuel.*

48. La phase de formation du Parti est désormais complètement terminée en Italie, et donc le problème dépassé. Jusqu'au Congrès socialiste de Milan, la possibilité d'une fusion de la fraction de gauche du Parti socialiste avec le Parti communiste n'était pas définitivement écartée. Cette fraction aurait acquis l'importance d'un élément essentiel de notre Parti, modifiant substantiellement les bases sur lesquelles il est constitué. Les décisions du Congrès de Milan ont éliminé complètement cette possibilité, et il apparaît évident que seule la fraction extrême qui s'est détachée du Parti socialiste à Livourne pouvait constituer le noyau créateur du nouveau Parti. Il est désormais également clair que dans l'avenir le Parti se développera de façon normale, c'est-à-dire non pas par le rapprochement de groupes organisés détachés d'autres

partis, mais uniquement par des adhésions individuelles qui ne pourront apporter de désordre et de changements dans ses rangs préparés à les recevoir, mais un renforcement de ses effectifs, et donc de son action.

49. Désormais libre des préoccupations inhérentes à cette période de début, le Parti doit se dédier complètement au travail de pénétration dans les masses, formant et multipliant les organes de liaison avec elles. Aucun domaine de l'activité prolétarienne ne doit rester étranger aux communistes qui doivent former des groupes pour pénétrer de façon toujours plus profonde dans les syndicats, les coopératives, les mutuelles, et les conquérir aux directives du Parti. De même les communistes doivent être représentés dans les divers comités d'assistance, pour les victimes politiques, pour la Russie, etc., et doivent leur apporter leur collaboration. La raison en est que le Parti ne doit se désintéresser d'aucun moyen d'entrer en contact plus étroit avec le prolétariat et de satisfaire ses besoins contingents, mais en aucun cas qu'il doive établir des rapports durables avec les autres partis, même subversifs.

50. A l'égard de ces derniers, il faut poursuivre infatigablement la polémique pour expliquer aux travailleurs leur attitude et dissiper l'équivoque créée par leurs déclarations de principe.

Les socialistes et les libertaires continuent aujourd'hui sous deux formes différentes leur œuvre d'affaiblissement de la classe ouvrière : les uns par leur tactique de capitulation et de désarmement du capitalisme, les autres par leur lutte contre la République des Soviets, et le principe de la dictature du prolétariat auxquels ils opposent la théorie vide d'une liberté abstraite.

La situation italienne actuelle constitue une des preuves de l'offensive toujours plus ample de la bourgeoisie. Elle fournit quotidiennement mille illustrations douloureuses à notre polémique contre les anarchistes et les sociaux-démocrates qui font évidemment preuve d'incompréhension en présentant le moment actuel comme exceptionnel et transitoire alors qu'il s'agit d'un stade normal et prévisible du développement capitaliste, d'une manifestation caractérisée de la fonction et des buts de l'Etat démocratique.

51. On peut constater aujourd'hui en Italie une régression caractéristique dans le fonctionnement de l'Etat. Lors de sa constitution, l'Etat bourgeois a centralisé progressivement toutes les fonctions gouvernementales pour instaurer une autorité unique. Cette phase trouve son pendant et sa négation dans la phase actuelle où cette autorité s'émiette et s'éparpille ; autrefois soustraits à l'arbitraire des individus, tous les pouvoirs de l'Etat sont aujourd'hui exercés à nouveau individuellement par les particuliers. L'Etat n'aurait même plus besoin de mettre explicitement à la disposition de la conservation bourgeoise, comme il continue de le faire, l'armée, la magistrature, le Parlement, les fonctionnaires du pouvoir exécutif : en effet, chacun des membres de ces institutions use de ses propres attributions dans ce but de façon autonome et incontrôlable.

Pour empêcher que l'Etat ne rétablisse un contrôle quelconque sur l'activité des individus au cas où cette crise de dissolution cesserait de façon inattendue, la classe bourgeoise constitue en hâte des organes supplétifs (comités civils, comités de défense, etc.), qui s'accordent parfaitement avec les institutions régulières quand elles fonctionnent selon les désirs explicites de la

réaction, mais s'opposent et se substituent à elles chaque fois qu'elles se montrent tant soit peu rétives à leurs agissements.

Les sociaux-démocrates invoquent aujourd'hui la restauration de l'autorité de l'Etat et le retour au respect des lois. Ils ont beau affirmer que l'Etat démocratique parlementaire est un Etat de classe, ils ne parviennent pas à comprendre que, précisément pour cette raison, c'est en violant les lois écrites qu'il remplit aujourd'hui ses fonctions essentielles, car si ces lois furent nécessaires à sa consolidation, elles nuiraient aujourd'hui à sa conservation.

52. La situation italienne actuelle renferme tous les éléments d'un coup d'Etat, bien qu'il n'y ait encore eu aucune tentative militaire manifeste. Mais la multiplication d'actes de violence qui détruit les conditions normales de vie pour toute une classe de citoyens, la substitution de la volonté changeante de groupes et d'individus à la loi écrite, l'immunité qui leur est assurée et la persécution que subissent leurs adversaires, tout cela aboutit aux mêmes résultats que l'action unique, plus spectaculaire et plus violente, d'un coup d'Etat qui aurait mis en œuvre des forces plus nombreuses en un même moment.

La classe bourgeoise en a parfaitement conscience, mais il est dans son intérêt que l'apparence extérieure de la démocratie ne soit pas détruite, et que l'économie générale du pays ne subisse pas de bouleversements, comme cela se produirait avec un coup d'Etat qui n'offrirait même pas à ses privilèges de protection meilleure que celle dont ils jouissent aujourd'hui. Il est donc probable, que, divisée sur la nécessité d'une telle action et encore assez puissante pour la briser, la bourgeoisie s'opposerait à une tentative militariste fauteuse de troubles et motivée presque exclusivement par des ambitions personnelles. Aucune nouvelle forme de gouvernement ne peut avoir un plus grand mépris de la liberté, des droits acquis et reconnus et de la vie des ouvriers que le gouvernement actuel. La bourgeoisie ne peut viser qu'à un nouveau perfectionnement de l'Etat démocratique qui dissimulerait mieux la substance réelle de celui-ci, la dictature de sa classe. C'est ce qu'elle obtiendrait avec un gouvernement social-démocrate.

53. C'est précisément ce nouveau stade du martyr du prolétariat italien qui se prépare et mûrit dans la situation actuelle. Des deux côtés, on travaille à ce résultat : un fort courant du Parti socialiste et des partis de la gauche bourgeoise cherchent les points de contact qui leur permettraient de s'allier. En réalité, les uns comme les autres motivent leur action uniquement par la nécessité de trouver et d'organiser une défense contre les violences et les destructions fascistes. Sur ce terrain, ils demandent l'accord de tous les partis subservifs qui devraient mettre fin à leurs polémiques et attaques réciproques.

Nos convictions théoriques et l'histoire la plus récente nous font fortement douter qu'un gouvernement social-démocrate ait la force de combattre le fascisme et de le vaincre. Mais si c'était le cas, et si donc il était nécessaire de lui préparer le terrain, les communistes ne pourraient mieux contribuer à sa rapide et facile formation qu'en continuant infatigablement leur polémique décidée aujourd'hui contre le Parti socialiste. Les attaques des communistes valorisent le Parti socialiste auprès de la bourgeoisie comme cible de la violence

révolutionnaire et obstacle au déchaînement de la lutte de classe et rendent ainsi plus probable leur alliance.

Il ne faut pas oublier qu'en Italie, les groupes de gauche de la bourgeoisie n'ont commencé à considérer une collaboration avec les socialistes comme possible qu'après la scission de Livourne, quand le Parti socialiste eut été débarrassé de tout courant communiste. Un apaisement de la lutte entre communistes et socialistes remettrait ces derniers dans la position fautive et purement apparente de sympathisants de la doctrine et de l'action de la III^e Internationale. Cela empêcherait la confiance de la bourgeoisie à l'égard du Parti socialiste de se fortifier, ce qui est pourtant la condition du bloc avec lui.

C'est pourquoi le Parti communiste doit pratiquer l'intransigeance la plus absolue à l'égard des partis subversifs dans le domaine de la lutte politique, même dans la perspective, à nos yeux fautive, qu'un changement de cabinet puisse se faire en faveur du prolétariat, l'Etat restant inchangé.

54. Si le Parti communiste considère le fascisme comme une conséquence inéluctable du régime bourgeois, cela ne signifie pas qu'il préconise une attitude d'inertie à son égard. Combattre le fascisme signifie non pas croire que l'on peut supprimer une fonction de la société bourgeoise sans détruire cette société même ; non pas s'imaginer que le fascisme peut être vaincu en tant que détachement isolé de l'offensive complexe du capitalisme, mais chercher à rendre moins graves et douloureux les dommages que la violence ennemie cause à la combativité et à l'esprit de révolte du prolétariat.

55. Le P.C.I. n'exclut nullement la possibilité que l'instabilité actuelle offre à la bourgeoisie l'occasion d'une action violente. En préparant donc le minimum de moyens nécessaires pour affronter et surmonter celle-ci, il adopte une attitude de préparation face au problème de l'action directe.

La crise mondiale de l'économie capitaliste a exercé une influence terrible sur l'élan révolutionnaire du prolétariat dont il a pu briser les organisations les plus solides parce que, ne l'ayant pas prévue, elles n'étaient pas préparées à la surmonter victorieusement. Le Parti pense qu'il faut aujourd'hui restaurer cette force, convaincu que, dans une situation analogue à celle que nous venons de traverser, un prolétariat solidement encadré et guidé par un Parti révolutionnaire pourrait passer à l'attaque avec des chances de victoire.

Constituer ce Parti et élargir son influence sur les masses ; donner à ses adhérents cohésion, discipline et formation ; attirer derrière lui des couches toujours plus larges de la classe travailleuse : telles sont les tâches essentielles des communistes italiens qui les assumeront selon les normes établies par les thèses qui seront discutées et adoptées par le présent Congrès sur les différentes questions.

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A NOS JOURS

(suite du n° 16)

Le capitalisme est un

Pour en revenir à la polémique de Lénine contre Boukharine, il objecte à celui-ci que la renaissance des formes capitalistes du premier stade ne se produit pas seulement en Russie, en 1919, mais dans le monde entier. Il en conclut qu'il faudra encore beaucoup de temps avant qu'on puisse faire un programme à la Boukharine et poser la question dans ces termes « forts élégants, mais tout simplement faux » : « Nous avons le pouvoir, il nous reste à définir les caractéristiques de notre passage du capitalisme impérialiste au socialisme total ».

Même quand il oblige à faire des pas en arrière, Lénine est toujours révolutionnaire : « De cette disparité, de cette construction faite avec un matériel hétérogène, aussi désagréable et inharmonieux qu'il soit, nous n'en sortirons pas avant longtemps. Quand nous en sortirons, nous ferons un autre programme. Mais alors nous vivrons dans une société socialiste. Il serait ridicule de prétendre que les choses iront alors comme aujourd'hui ».

Cela signifie que le capitalisme est une seule et même chose en tout lieu, par delà le développement inégal que nous pouvons constater et étudier. Cet ennemi unique doit tomber sous les coups de la révolution internationale. C'est elle qui nivellera les conditions d'où sortira la société socialiste :

« Aujourd'hui, non seulement en Russie et en Allemagne, mais aussi dans les pays vainqueurs, commence précisément une gigantesque destruction du capitalisme contemporain qui, très souvent, élimine cet appareil artificiel, (il fait allusion ici aux formes monopolistes) et qui ressuscite le vieux capitalisme ».

Pour la Russie Lénine prouve cette régression des formes dirigistes et monopolistes en citant « le désastre des transports » et la renaissance des vendeurs ambulants du marché noir, les « mesciotniks » : « Cette catégorie, vous ne la ferez entrer dans aucune rubrique de la dictature du prolétariat. Pour la trouver, vous devrez retourner en arrière au début de la société capitaliste et de la production marchande... Le capitalisme décrit par nous en 1903 continue à exister en 1919 dans la république soviétique, justement par suite de la décomposition de l'impérialisme et de sa faillite ; on peut le trouver dans le gouvernement de Samara, par exemple, ou dans celui de Viatka, non loin de Moscou. A une époque où la guerre civile démembre le pays, nous ne sortirons pas si vite de cette situation, de cette économie de spéculateurs ».

Nous n'en sommes pas encore sortis dans l'économie très planifiée mais très capitaliste d'avant la réforme de Krouchtchev. Les bureaucrates privilégiés de l'appareil d'Etat, parasites d'un chaos productif dont les rendements sont

lamentables en comparaison de ceux des capitalismes étrangers, jeunes ou vieux, ne sont pas les membres d'une nouvelle classe, mais la renaissance de formes très anciennes ; et les divers orateurs des grands congrès russes ne sont que les « mesciotniks » d'un infâme succédané de la doctrine de Marx et de Lénine, qu'ils vendent « au noir » à travers le monde !

Caractères du développement russe

Dans sa polémique avec Boukharine, Lénine exprime nettement sa vision du développement de la révolution russe qui, pour lui, en dépit de tous les mensonges accumulés plus tard était strictement lié à la révolution en Occident :

« Si nous trouvions en présence d'un impérialisme intégral qui aurait refait de fond en comble le capitalisme, notre tâche serait cent fois plus facile. Nous aurions un système dans lequel tout serait soumis au seul capital financier. Il ne nous resterait alors qu'à supprimer le sommet et à remettre le reste aux mains du prolétariat. Ce serait une chose infiniment agréable, mais qui n'existe pas en réalité. En réalité, le développement est tel qu'on doit agir de tout autre façon ».

L'impérialisme n'est pas un nouveau système économique qui remplacerait le capitalisme, mais une superstructure sociale de ce même capitalisme qui consiste en une coalition entre capitalistes financiers et banquiers, et en une étroite union de ces forces de classe et de l'Etat politique évoluant vers le militarisme, l'occupation de colonies et la dictature plus ouverte, mais non nouvelle du Capital. Mais cette nouvelle superstructure est fondée sur le système inchangé du capitalisme, à base de travail associé, de salariat et de prolétarianisation des petits producteurs autonomes. Lénine poursuit en remarquant que quand cette superstructure de l'impérialisme s'écroule « le sommet de l'édifice est détruit et sa base est mise à nu. Voilà pourquoi si notre programme veut être vraiment exact, il doit dire ce qu'est cette base. C'est le vieux capitalisme qui, dans divers domaines s'est développé jusqu'à l'impérialisme ». « Ses tendances sont exclusivement impérialistes. Les problèmes essentiels ne peuvent être examinés que du point de vue de l'impérialisme. Aucun problème important de la politique intérieure et extérieure ne peut être résolu autrement que du point de vue de cette tendance. Le programme aujourd'hui ne parle pas de cela. Il y a en réalité un immense sous-sol constitué par le vieux capitalisme. Il y a une superstructure, l'impérialisme, qui a conduit à la guerre ; et de cette guerre est sorti le début de la dictature du prolétariat ». (Lénine dit « le début » parce que la dictature est encore partagée avec les paysans et enfermée dans les limites de la Russie). « Vous ne sortirez pas de cette phase. Ce fait (attention !) caractérise le développement de la révolution prolétarienne dans le monde entier (écoutez !) et subsistera pendant de longues années »...

« En Europe occidentale, les révolutions se feront peut-être de façon plus unie. Cependant, la réorganisation du monde entier (que l'on pense aux colonies, aux peuples de couleur) demandera des années. Et cela signifie que

dans la période transitoire dans laquelle nous vivons, il nous sera impossible de sortir de la mosaïque économique qui existe en Russie. Cette réalité composée de parties hétérogènes ne peut être repoussée, aussi inélégante qu'elle soit. Un programme qui l'ignorerait serait inexact ».

Dans certains pays purement capitalistes, les paysans moyens ont déjà disparu : en Russie, ils subsistent, car la Russie est encore empêtrée dans les formes mercantiles d'un capitalisme initial : « Si nous traitons la question de notre attitude à l'égard de ce phénomène presque médiéval en nous plaçant du point de vue de l'impérialisme et de la dictature du prolétariat, nous n'arriverions à bout de rien... »

Lénine prévoyait donc que le développement de la Russie serait lent, même dans l'hypothèse d'une victoire prolétarienne en Europe, qui était non seulement sa perspective en 1919, mais qui le restera jusqu'à sa mort. Mais comment qualifier ceux qui, cette révolution ayant tardé, prétendirent conduire le capitalisme initial russe à une société socialiste nationale ?

Les exploitations agricoles collectives en 1919.

Pendant les années de guerre civile, la situation des campagnes reste chaotique et le rétablissement d'un quelconque équilibre semble bien lointain. La majeure partie de la production est cependant dans les mains des paysans qui possèdent beaucoup de terres (bien que tout le sol soit nominalement nationalisé) et disposent d'un capital d'exercice adéquat. Selon l'histoire officielle du Parti bolchévik, jusqu'en 1927, les koulaks fournissaient au marché 130 millions de pouds de blé sur un total de 500 millions commercialisés, alors que les fermes associées n'en livraient que 35 millions à peine. Quelque intérêt qu'ait eu le stalinisme à exagérer l'importance des paysans riches pour augmenter la portée de la « dékoulakisation » de 1928, une chose est certaine : en 1919, c'étaient les capitalistes agraires qui exploitaient la majeure partie des terres ; ils avaient donc hérité de la position prédominante des nobles et des gros propriétaires dans les campagnes avant la révolution.

En 1919, la production associée n'en est qu'à ses premiers pas. Depuis la victoire d'Octobre, les comités de paysans pauvres ont cherché à attirer à elle les petits et très petits cultivateurs, sans tenter encore de gagner du terrain sur les koulaks. Autrement dit, ils se sont contentés de réaliser le programme des populistes et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire de diviser en petits lots la terre arrachée aux seigneurs et de la répartir entre les paysans.

Il existe alors deux formes d'agriculture associée : l'*artel* et la *commune*.

Le mot russe *artel* désigne historiquement une forme très ancienne de gestion collective de la terre, elle-même résidu du communisme primitif qui ne disparut que progressivement et très tard en Russie, d'abord sous la pression de la féodalité, puis (après 1861, c'est-à-dire après l'abolition du servage), sous celle de la bourgeoisie. Dans l'*artel*, une gestion collective subsistait à côté de la gestion familiale. Chaque famille-membre possédait une part de terre qu'elle travaillait isolément et dont elle s'appropriait les produits,

consommés en majeure partie de façon directe. A chacun de ces lots familiaux était annexée une certaine quantité de moyens de production, tels que bétail, outils et réserves diverses, ainsi que l'habitation familiale. Mais l'artel possédait en outre une vaste surface de terre non lotie où les membres valides des familles affiliées à l'association travaillaient en commun. Cet ensemble était doté d'un équipement important, en particulier, dans les régions productrices de blé, des premières machines agricoles apparues en Russie. Donc, selon une formule chère aux staliniens « *seuls les plus importants moyens de production* » étaient employés en commun dans les artels.

La commune dérivait, elle aussi, de l'ancien *mir* (1), mais c'était une forme plus évoluée, c'est-à-dire plus proche que l'artel d'une véritable exploitation collective : plus de lots individuels ou familiaux, la totalité de l'équipement est collectif, et peut-être aussi les maisons d'habitation.

Il est manifeste que les grandes entreprises étatisées ou *soukhoz* sont sortis de ces communes agricoles, tandis que la forme hybride du *kolkhoz* qui prévalut plus tard dérive des artels.

Le 4 décembre 1919, les communes et artels, qui n'étaient alors ni très vastes ni très nombreux, tinrent leur premier Congrès. Lénine y prit la parole. Il rappelle que les associations se heurtaient à un double obstacle : d'une part à la résistance des koulaks qu'ils privaient de main-d'œuvre ; d'autre part, à l'attachement des petits et moyens paysans à leur petite entreprise et à leur autonomie domestique. Il dénonça l'habile campagne des blancs qui annonçait comme imminente une spoliation générale de leurs terres par les bolchéviki et exploitait ainsi la phobie des petits paysans à l'égard des artels pour gagner leur appui dans la guerre civile. Lénine souligne la nécessité de ne pas forcer cette dangereuse situation afin de ne pas compromettre les chances de victoire de la Révolution dans le domaine militaire. Il insiste sur deux points déjà sanctionnés par le parti : le pouvoir bolchévik appuie les artels et les communes (2), mais il doit éviter que son aide puisse être exploitée politiquement pour dévaluer les succès de ces modestes gestions collectives, et les accuser de vivre aux dépens de l'Etat. La loi soviétique oblige les artels et les communes à aider les paysans pauvres de leur zone dans leurs difficultés économiques et leur résistance aux abus des paysans riches. Mais ils ne doivent jamais les obliger à s'affilier et à apporter à l'association leur petit capital d'exercice, contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreuses localités et a provoqué des mécontentements graves.

Si donc Lénine recommande la prudence, il n'admet cependant pas que l'on déroge le moins du monde aux principes théoriques, et il affirme clairement que « toutes les entreprises pour le travail en commun de la terre sont d'une très grande importance ; si la vieille exploitation paysanne, pauvre et misérable restait ce qu'elle est, on ne pourrait parler d'aucune construction solide de la société socialiste ». Ce discours est un de ceux que les staliniens ont le plus exploités pour justifier la préférence qu'ils donnèrent par la suite à

(1) Commune rurale autonome à gestion collective.

(2) L'Etat avait déjà alloué un milliard de roubles aux communes et artels, somme en réalité très modeste en ces temps d'inflation. La revalorisation de la monnaie n'eut lieu qu'en 1922.

la forme d'agriculture associée la moins évoluée, c'est-à-dire au kolkhoz, arbitrairement présenté comme une forme de production, et pis encore, une forme de propriété, « socialistes ». Sans doute doit-on admettre que l'artel-kolkhoz constituait un progrès par rapport aux petites entreprises fractionnées ; mais c'était incontestablement un pas en arrière par rapport à l'entreprise du koulak où, bien qu'organisé sur la base du salariat, le travail avait déjà un caractère social. Par rapport à cette forme capitaliste, seule la commune-sovkhoz aurait constitué un progrès, car elle éliminait l'entrepreneur sans rétablir le petit lotissement et sans toucher au travail associé. Les staliniens ont baptisé « collectivisation » l'extension de la forme hybride du kolkhoz. Seuls les chiffres permettront d'établir le véritable bilan de cette « collectivisation », c'est-à-dire de voir dans quelle mesure la petite gestion agricole a été éliminée. Mais quel que soit ce bilan, la différence de principe entre *socialisme* et *simple gestion étatique* reste entière, cette différence, le stalinisme a tout fait pour l'obscurcir ; mais Lénine, dans ce même discours, la met en relief de façon saisissante, lorsqu'il répond à tous ceux qui prétendent que la ruine générale du pays empêche les entreprises agricoles collectives de remplir leur tâche.

« Cela (c'est-à-dire la crise terrible de la guerre civile NDR) signifie-t-il que les Communes ne puissent pas apporter de changements dans la vie des paysans des environs ? Qu'elles ne puissent pas leur démontrer que les associations agricoles ne sont nullement quelque chose d'artificiel, mais une aide nouvelle que le pouvoir soviétique apporte aux paysans, un soutien qu'il leur offre dans leur lutte contre les koulaks ? »... « Les paysans verront que si les communistes admettent de nouveaux membres dans le Parti, ce n'est pas pour qu'ils jouissent des avantages résultant de la situation d'un parti au gouvernement, *mais pour qu'ils donnent l'exemple d'un travail vraiment communiste, c'est-à-dire d'un travail accompli gratuitement.* Le communisme est le dernier stade du socialisme, celui où les hommes travaillent *parce qu'ils sont conscients de la nécessité de travailler au profit de tous. Nous savons que nous ne pouvons instaurer immédiatement le régime socialiste,* (Souhaitons que nos fils ou même seulement nos petits-fils en voient l'avènement !) mais nous disons que les membres du Parti communiste au pouvoir doivent prendre sur eux la majeure partie des difficultés de la lutte contre le capitalisme, mobiliser les meilleurs d'entre eux sur le front et exiger que les autres travaillent aux samedis communistes *sans rémunération* »... « Sur ce point, les prétextes sont inadmissibles ; il n'est pas permis d'invoquer l'absence de marchandises, le manque de semence ou la mortalité du bétail ».

Voilà comment on comprenait les tâches du parti gouvernemental à l'époque de Lénine, quand le pouvoir appliquait le marxisme orthodoxe en matière d'économie, visait à la révolution mondiale en politique, et savait encore ce qu'est le socialisme !

Staline, lui, n'attendit pas la troisième génération pour proclamer que ce dernier était réalisé en Russie : mais c'est sous son « règne » que le pouvoir soviétique se détacha du prolétariat révolutionnaire international, et que fut rétablie une administration d'Etat de type traditionnel, c'est-à-dire bureaucratique, présentée comme fin en soi et mensongèrement identifiée au socialisme.

AU IX^e CONGRÈS DU P.C.R.

Raisons de la victoire dans la guerre civile.

Si, lors du IX^e Congrès du PCR (qui eut lieu du 29 mars au 5 avril 1920) la situation militaire s'était bien améliorée, celle de la production et du ravitaillement était devenue encore plus désastreuse : la disette qui progressait dans de nombreuses provinces devait faire des centaines de milliers de victimes le long de la Volga. Dans le rapport du Comité Central qu'il présente, Lénine ne traite qu'indirectement des problèmes de l'industrie et de l'agriculture : il met au premier plan les rapports de forces politiques nationaux et surtout internationaux. On ne peut étudier l'évolution des rapports de production en Russie sans rapporter ses thèses politiques, qui sont d'ailleurs celles de toujours, et qui réduisent à néant la prétention des chefs « communistes » actuels à être des léninistes.

Cherchant les raisons du rétablissement de la situation militaire intérieure au début de 1920 en dépit de la disproportion écrasante des forces en présence, Lénine attribue ce succès grandiose à la discipline et à la centralisation instaurées par le parti bolchévik, et assène au passage des coups terribles à tous ceux qui déplorent les enfreintes à la démocratie :

« Si dans le pays le plus arriéré d'Europe, des millions de travailleurs ont pu parvenir à cette organisation, cette discipline, cette centralisation, c'est uniquement parce que le capitalisme lui-même avait uni les ouvriers qui étaient passés par son école, et parce que les prolétariats de tous les pays avancés s'étaient unis dans une proportion d'autant plus large que le pays était plus avancé. Dans l'autre camp, au contraire, la propriété (que ce fût la propriété capitaliste ou la petite propriété de la production mercantile), divisait les hommes »... « La propriété divise et nous, nous unissons, nous unissons en nombre toujours croissant des millions de travailleurs dans le monde entier... Plus on allait, et plus nos ennemis se divisaient. Petits patrons spéculant sur les excédents de blé et s'enrichissant aux dépens des ouvriers affamés ou bien capitalistes des différents pays, ils étaient divisés par la propriété capitaliste, par la propriété privée et la spéculation mercantile, en dépit de toute la puissance militaire qu'ils possédaient »... « Tout cela nous permet de dire que quand nous aurons complètement réalisé dans notre pays la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la plus grande union de celui-ci au moyen de son avant-garde, de son parti, nous pourrions attendre »... quoi ? Le socialisme en Russie ? Pas du tout ! : « la révolution mondiale. Et celle-ci exprime en effet la volonté prolétarienne d'unir des millions et des dizaines de millions de prolétaires de tous les pays ». Et Lénine conclut que la révolution bolchévique a une base mondiale plus large qu'aucune révolution précédente. Voici qui est bien loin des « voies nationales » au socialisme !

(Suite au prochain numéro)

Au Congrès de la C.G.T. :

**Ils ne disent pas ce qu'ils font,
Ils ne font pas ce qu'ils disent.**

Sur le plan des principes et des perspectives d'action, la monotonie des litanies qui furent récitées au 33^e Congrès de la C.G.T., en juin dernier, découragerait tout commentateur si la banalité écœurante des pseudo-tribuns ne contrastait avec le saisissant tableau de l'aggravation des conditions ouvrières dans certaines régions et certaines industries, qui fut brossé à ce même congrès. Cette note réaliste, qui tranche sur les phrases creuses des grands pontifes, prouve qu'à la base de la C.G.T. commencent à poindre des réactions qui rendent plus intolérable encore les hypocrites formules de la direction stalino-khrouchtchevienne.

Dans cette note, notre but sera de montrer quelle est la véritable portée des résolutions votées et des décisions prises. Tout l'art des responsables syndicaux consiste à s'entendre avec insistance sur les vicissitudes et les difficultés subies par les ouvriers, en dissimulant qu'elles sont précisément les conséquences de la ligne politique suivie par la C.G.T. Tout autant que le défaitisme *de fait* qu'on peut constater à tous les échelons des responsabilités syndicales, le défaitisme *de principe* qui s'exprime à la tribune lors des congrès demeure la cause principale du désarmement social actuel des travailleurs.

L'« analyse » et les « perspectives » contenues dans le *Projet* (1) soumis à la discussion du 33^e Congrès, ne sont là que pour concilier le néo-réformisme et l'esprit de collaboration de classe de la C.G.T. avec la situation aggravée de la classe ouvrière. Ce document s'acharne à dissocier les responsabilités des trusts de celles de l'ensemble de la production capitaliste, à laisser entendre qu'il peut exister, dans le cadre des rapports de production existants, c'est-à-dire des rapports *capitalistes, bourgeois*, des secteurs économiques, des entreprises, un type de production susceptibles d'être au service

d'intérêts généraux, d'intérêts se situant *au-dessus des classes* avec lesquels pourraient se concilier les revendications ouvrières. Il suffirait donc de « mettre au pas » ces trusts et ces monopoles que la « thèse » cégétiste considère, non pas comme partie intégrante du système capitaliste, mais comme une *ex-croissance réactionnaire* « néfaste à la Nation »

Ce schéma n'est pas nouveau : il date de la Libération. A l'époque, faisant écho au P.C.F., la C.G.T. dénonçait les « trusts sans patrie », tout en appelant les ouvriers à *produire d'abord* et à sacrifier sur l'autel de la « reconstruction nationale » les principes et les garanties acquis au cours d'un siècle de lutte ouvrière : le refus du salaire aux pièces, la réduction de la journée de travail, la lutte contre les « heures supplémentaires », etc. Energiquement, brutalement lorsque c'était nécessaire, les dirigeants syndicaux poussaient alors la masse ouvrière à « retrousser les manches » avant de revendiquer : les nationalisations suffisaient à justifier tous les reniements et, finalement, l'abandon total, ne disons même pas de la tâche révolutionnaire du prolétariat, mais de la simple défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs.

La même ligne politique se retrouve au 33^e Congrès ; il suffit, pour s'en convaincre, de considérer les mots d'ordre du Congrès : « pour de véritables nationalisations », « pour une démocratie restaurée et renouée ». Pourtant, les conditions politiques qui lui servaient de prétexte, la participation des « communistes » au pouvoir tripartite des années 1945-47, ont disparu depuis longtemps. Le P.C.F. n'a pratiquement plus de participation au « parlement-croupion » de la V^e république et il n'a guère de chances proches de pouvoir reconstituer ces infâmes gouvernements de coalition au sein desquels, aux côtés des radicaux, des socialistes et des chrétiens, il jouait son triste rôle de frein, voire d'obstacle, à toute velléité de réaction directe des travailleurs

(1) *Le Peuple*, n° 629 du 20 mai 1961.

si ces derniers venaient à déborder ses compères de la C.G.T. Le P.C., depuis, est passé à une sorte d'« opposition de Sa Majesté », mais il n'en est pas moins resté fidèle à la collaboration des classes qu'il affichait ouvertement aux lendemains de la Libération. On ne revient pas sur les trahisons politiques. La savante « perspective » qu'échaffaudent aujourd'hui les laboratoires politiques du parti consiste essentiellement dans l'alliance des ouvriers avec les couches non-prolétariennes : paysannerie, classes moyennes et même franchement bourgeoises (les patrons des « petites et moyennes entreprises »). Ce front pluri-classiste que le P.C.F., lui, revendique ouvertement, figure dans les documents du 33^e Congrès dans la rubrique consacrée à la concentration capitaliste : « Devant cette offensive (des trusts) l'union de la classe ouvrière et de toutes les couches laborieuses de la population est plus que jamais nécessaire ». Le terme de « labou-rieuse » est destiné à englober toute la paysannerie dans le front unique. Or, c'est précisément au sein de cette dernière que s'effectue la jonction — idéologique et économique — entre le vrai capitaliste qui ne fait que gérer l'exploitation et le « semi-capitaliste » paysan qui emploie, quelquefois de manière intermittente seulement, de la main d'œuvre salariée, mais travaille aussi de ses propres mains, méritant ainsi de prendre place dans les « couches labou-rieuses » chères à la C.G.T. Le salarié agricole ou industriel, s'il commet la faute de s'allier avec de telles couches, est sûr d'aliéner ses intérêts et sa politique à ceux d'authentiques bourgeois (1).

L'étude du Congrès sur « l'évolution de la situation économique » est une merveille de simplisme... et de mauvaise foi. Le capital américain, affirme-t-elle, qui est en difficulté à cause des indépendances accordées ou conquises dans la sphère afro-asiatique, du « rétrécissement des marchés » et de sa propre situation interne, cherche à renforcer son influence sur les autres pays capitalistes, particulièrement sur la France « où son emprise s'est instaurée en 1947 ». C'est là un mélange infâme de vérités évidentes (telles les difficultés de l'impérialisme américain) et d'interpréta-

(1) Toute cette politique d'alliance avec la petite-bourgeoisie a été formulée dans le Manifeste des 81 partis ouvriers réunis à Moscou en novembre 1960. Cf., à ce propos, « A bas le programme de l'opportunisme », *Programme Communiste*, N° 16.

tions d'une puérilité effrayante. Nous donnerons sous peu, dans cette revue, une étude de l'évolution du capitalisme qui fera justice des poncifs stalinistes ; contentons-nous ici de montrer que « l'analyse » des dirigeants de la C.G.T. est déterminée à priori par le souci de camoufler leur opportunisme et leurs démissions continuelles.

Pourquoi le capital « américain », et non pas le capital *tout court*, est-il mis en cause pour expliquer la pression grandissante de l'exploitation capitaliste ? Parce que la C.G.T. est contre la lutte de classe contre l'adversaire immédiat du prolétariat français, la bourgeoisie française, d'ailleurs solidaire de toutes les bourgeoisies du monde. Tout l'effort propagandiste des bonzes syndicaux vise à détourner sur un plan *patriotique*, et non pas prolétarien, un mécontentement qui a ses bases sociales dans le mécanisme capitaliste d'exploitation.

Aucune des affirmations faites dans ce but ne résiste à un examen sérieux. L'année 1947 à laquelle il est fait allusion comme marquant le début de la sujétion de la France à la politique américaine, est celle de la démission des ministres « communistes » du gouvernement tripartite. On a déjà entendu les stalinistes affirmer, au défit de toute vraisemblance, que c'est de cette époque que datent les malheurs de la classe ouvrière : ses conditions de vie auraient rétrogradé dès cet instant-là et la merveilleuse envolée vers le socialisme aurait eu les ailes tronquées. Les bonzes de la C.G.T. en sont tellement persuadés qu'ils ne prennent même pas la peine de concilier cette thèse avec celle qu'ils développent plus loin, et dans laquelle, avec des chiffres remontant à 1938, ils montrent que les salaires réels n'ont cessé depuis de décroître et les conditions de travail de s'aggraver. C'est seulement là qu'ils sont dans le vrai, mais alors ça ne cadre plus avec la fable des « lendemains qui chantent » interrompus. Avec ou sans ministres stalinistes au gouvernement, avec ou sans Plan Marshall et « aide américaine », le poids de l'exploitation capitaliste, en l'absence de toute lutte énergique et générale de la classe ouvrière due précisément à la trahison de la C.G.T. et du P.C., ne peut, de décade en décade, que s'intensifier. Mais la constatation de cette évidence, qui n'exige aucune capacité théorique particulière, on ne peut la concilier avec la nostalgie de la belle époque électoraliste, pendant laquelle le prestige du P.C.F., grand défenseur de la production et de la grandeur nationales, se monnayait contre un grand nombre de députés au parlement.

Trusts et monopoles, qui, ô scandale ! sont « favorisés et aidés par l'appareil d'Etat gaulliste », n'ont pas attendu ce dernier pour fleurir sur notre bonne terre de France. Si la classe ouvrière n'a jamais cessé d'en subir l'oppression, c'est aujourd'hui la *petite-bourgeoisie*, sur laquelle les hommes de la C.G.T. versent tant de pleurs, qui fait principalement les frais de l'offensive gouvernementale conduite par le grand capital. Cela constitue un phénomène nouveau dans la France du XX^e siècle, un fait particulièrement intéressant parce qu'il touche à la perspective *véritable* du prolétariat et qu'il est extrêmement important que les ouvriers en soient avertis et connaissent les voies qu'il leur ouvre.

Pour les dirigeants de la C.G.T., le gaullisme c'est la venue au pouvoir des « couches plus réactionnaires de la bourgeoisie ». Voilà une formule toute faite qui peut prêter à confusion et surtout entretenir l'illusion qu'il peut exister, *au sein de la classe capitaliste*, des fractions sociales « progressistes ». Dès lors qu'on s'étonne, en effet, que « les trusts ne cherchent qu'à accroître leurs profits », on laisse entendre que la production non-monopoliste et la production capitaliste en général peuvent avoir *d'autres buts*. Et c'est bien là, effectivement, l'hypothèse-clé de la perspective cégeste, sans laquelle elle ne signifierait plus rien du tout. Tristes « communistes » et pitoyables « marxistes » ! Comme si la production, depuis qu'elle est intégralement *mercantile*, pouvait avoir d'autres mobiles que le profit ! Mais cette opinion n'est pas l'expression d'une monstrueuse bêtise, elle n'est qu'un exemple illustrant la méthode d'abrutissement de la conscience ouvrière que représente la propagande de la C.G.T. Il s'agit de détourner les ouvriers de la lutte de classe en prêtant aux gens des trusts un « libre-arbitre » et un égoïsme auxquels on pourrait opposer, dans le cadre économique et social du capitalisme et toujours au sein de la *même classe*, on ne sait quel esprit de civisme, quel souci de « l'intérêt général ».

Dans la société actuelle, le comportement des individus composant la classe dominante est impérieusement déterminé — même si c'est par le truchement de leurs appétits sordides — par les exigences aveugles de la production capitaliste. Vous l'avez bien démontrée vous-mêmes, Messieurs de la C.G.T., cette tyrannie de la machine productive sociale lorsque vos « camarades-ministres », placés éphémèrement à ses leviers de direction, étaient conduits à réduire les

coûts de production, donc à rogner sur les salaires, à investir, à accumuler, donc à exploiter davantage les ouvriers et à faire taire ceux qui en étaient mécontents ! Heureux bonzes syndicaux qui bénéficiez de la courte mémoire des travailleurs !

Le procédé est bien hasardeux qui consiste à opposer entre elles diverses fractions de la bourgeoisie, surtout si c'est pour déterminer laquelle a une politique *réactionnaire*. Sur le terrain *historique et social*, en effet, la bourgeoisie, comme ensemble de classes ou sous-classes liées au mode capitaliste de production, est *dans sa totalité*, de l'administrateur d'un grand trust au producteur d'artichauts qui emploie de la main-d'œuvre salariée, « réactionnaire ». Elle est même plus que cela : elle est *contre-révolutionnaire*, parce qu'ennemie mortelle du prolétariat et du socialisme. Sur le plan *économique*, par contre, il est des circonstances où elle est appelée à précipiter la transformation interne qui, continuellement, révolutionne ses méthodes de production. Il peut se trouver que des gouvernements soient obligés d'impulser fortement la concentration productive, d'aider à la modernisation des moyens productifs : c'est le cas du pouvoir gaulliste et des hommes qui l'appuient. Ce dernier est conduit, fut-ce d'une manière hésitante et tout autre qu'audacieuse, à accentuer l'urbanisme industriel, à éliminer les secteurs non rentables, à prolétarianiser des paysans, en un mot à essayer de donner au capitalisme français une tenue de capitalisme moderne. Que ceci se fasse, comme dans tout capitalisme, au détriment des ouvriers, il n'y a que vous pour vous en étonner, innénarables « théoriciens » du socialisme à la mode de Moscou. Mais vous n'avez pas le droit, *sur le terrain où vous vous placez* — terrain *bourgeois* de la « grandeur nationale » et de « l'intérêt supérieur de la production » — de le déclarer « réactionnaire ».

L'Etat, a écrit Marx, est le « conseil d'administration de la classe dominante ». En tant qu'appareils du pouvoir bourgeois, les équipes gouvernementales de MM. Debré et Mollet étaient, au même titre, d'impitoyables adversaires de la classe ouvrière, de ses revendications et de ses exigences sociales. Mais alors que l'équipe gaulliste, en vertu de circonstances, certes, « indépendantes de sa volonté », est contrainte d'imposer à l'économie et aux structures sociales de la France un pas, tardif et mal assuré, mais réel vers cette radicalisation qui est, que vous le vouliez ou non,

favorable au socialisme futur en ce sens qu'elle favorise l'écllosion des conditions générales de la révolution prolétarienne, les gouvernements Mollet et autres, avec radicaux, socialistes et éventuellement « communistes » ont toujours maintenu, par le système des barrières douanières, des subventions à l'agriculture et à la production « marginale » une structure archaïque, figée du capitalisme français, mais qui présentait d'énormes garanties de stabilité et de paix sociale. Et vous, les champions des « voies nouvelles au socialisme », qui vous accrochez à cette dernière politique, vous êtes les derniers mais les authentiques représentants de cette conservation sociale, non pas seulement bourgeoise, mais petite-bourgeoise. Vous vous conduisez, toujours sur ce plan bourgeois où vous vous placez, comme de vrais réactionnaires.

Lisant ces lignes quelque mais pensera que nous sommes « pour la politique gaulliste ». La vérité, c'est que nous sommes contre l'opportunisme ouvrier qui, lui, est le meilleur auxiliaire de tout gouvernement bourgeois, démocratique ou de « pouvoir personnel ».

Examinons maintenant la pratique syndicale de la C.G.T. Les rapports publiés par *Le Peuple* ont consacré une large place à la mécanisation et à l'automatisation qui bouleversent les conditions de travail et de rétribution dans l'industrie et aux moyens de lutter contre les préjudices qu'elles causent aux travailleurs. Les braves délégués du 33^e Congrès se sont exténués à prouver — belle découverte — que la productivité ne bénéficie qu'aux capitalistes. Il est vrai qu'ils l'avaient oublié depuis qu'elle avait reçu, il y a quelque quinze ans, la bénédiction de Thorez. Mais ils ont été bien plus discrets sur les moyens d'en réduire les conséquences. Car c'est de cela qu'il s'agissait. Les « méfaits de la productivité » on ne peut les faire disparaître sans détruire la lutte pour les marchés, la concurrence et la folie productiviste, en un mot sans détruire le capitalisme. Ce qui ne signifie pas qu'on puisse la combattre, mais que la portée essentielle de cette lutte est le renforcement de la cohésion et de l'unité des travailleurs. Et c'est le rôle d'une centrale syndicale animée par de vrais révolutionnaires d'orienter la réaction ouvrière et sa résistance aux « cadences infernales » vers la préparation de la lutte finale qui seule les en libérera. Insuffler aux salariés un esprit de classe, les mettre en garde contre tous les systèmes qui les désarment devant l'exploitation capitaliste, ceci est

affaire de propagande, de résolutions, de mots d'ordre ; c'est, si l'on veut, l'aspect « subjectif », idéologique de l'activité syndicale, celui où l'expérience historique du prolétariat, ses principes de lutte et ses buts finaux doivent être affirmés et répétés dans la plus grande clarté. L'autre aspect concerne l'action pratique, la tâche de coordination des revendications ouvrières et la lutte impitoyable contre celles qui, sous couvert d'une éphémère amélioration, aggravent l'état de division et de sujétion des salariés.

Sur le premier point nous avons déjà pris acte de la démission totale de la C.G.T. staliniste. Elle ressort des positions de principe qu'elle a adoptées depuis de longues années et que nous avons rappelées au début en montrant qu'elles demeuraient inchangées.

En proposant « l'union la plus large des masses laborieuses », en disant, implicitement ou explicitement, que le mode de production existant peut être « amélioré », par la nationalisation des grandes branches productives, par une démocratie « renouvelée et restaurée », en polarisant le mécontentement ouvrier contre les seuls trusts et monopoles, non seulement l'appareil dirigeant de la C.G.T. sème la confusion quant à la nature de la misère sociale actuelle, mais encore empêche l'écllosion d'un facteur subjectif extrêmement important pour cette intensification des luttes ouvrières que réclament ses militants de base. Seule une aversion profonde des travailleurs pour tous les aspects de la pression patronale — travail aux pièces, au rendement, hiérarchie des salaires, despotisme d'entreprise, etc. — seule cette aversion, lorsqu'elle se mue en énergie farouche, peut donner aux prolétaires l'immense courage qui leur est nécessaire pour affronter un colossal appareil de répression armé jusqu'aux dents, une juridiction hypocrite qui a depuis longtemps bafoué ses propres principes, et une cohorte de complices que le capitalisme trouve justement dans ces catégories « intermédiaires » dont la C.G.T. voudrait faire des alliés pour le prolétariat.

La renonciation de la C.G.T. sur le plan des principes ne peut que se traduire par une carence plus ou moins bien dissimulée dans la pratique syndicale proprement dite. La combattivité et la solidarité ouvrières sont d'autant plus grandes, la généralisation de la lutte d'autant plus facile à réaliser que les conditions de travail et de salaires sont, sinon uniformes, du moins proches les unes des autres. En face d'un patronat

qui dispose de mille et un moyens d'échelonner les rétributions, d'introduire de multiples discriminations entre les catégories professionnelles et au sein de ces mêmes catégories, la tâche principale de l'organisation syndicale est donc de rechercher avec acharnement l'unification de ces conditions et de lutter sans répit contre toute tentative tendant à les diversifier. C'est une tâche difficile et ce serait peu dire que de déclarer que les hommes de la C.G.T. ne sont pas capables de la mener : ils lui tournent le dos, ils la sabotent. Leurs tentatives diverses pour le dissimuler en énonçant de doctes consignes d'action frisent souvent le ridicule. Ainsi l'objectif qu'ils s'assignent, sur cette question des salaires, est de « démasquer les mensonges des capitalistes et du gouvernement sur l'état des salaires réels » et « d'aider les travailleurs à comprendre ce phénomène à face multiple de leur appauvrissement ». Ces messieurs, en fait, ne s'adressent jamais aux ouvriers, mais toujours aux bourgeois : ils veulent éclairer « l'opinion publique » sur la situation des travailleurs, la « prendre à témoin ». Et c'est là la raison de leur lutte sur les chiffres. Mais l'ouvrier n'a cure de la « solidarité » du boutiquier du coin qui lui fait crédit pendant quelques jours de grève et le vole toute l'année. Par contre, ce dont il aurait rudement besoin c'est qu'on lui enseigne comment il pourrait ne pas être contraint aux heures supplémentaires, comment il pourrait envoyer à tous les diables ces « contrats collectifs » qui le rivent à sa misère. Mais de cela vous ne soufflez mot. Et pour cause ! Il vous faudrait leur avouer que cet état d'extrême division des conditions de salaires, cette mosaïque de catégories et sous-catégories c'est proprement l'œuvre de votre « grande » centrale syndicale qui, non seulement a accepté ces divers systèmes de rétribution mais même, au début, les a préconisés. Il vous faudrait surtout dire aux ouvriers qu'aussi longtemps qu'ils se laisseront enfermer dans les procédures d'arbitrages et les interminables confrontations au sein des « commissions », aussi longtemps qu'ils ne déclancheront pas de vraies grèves unitaires et brutales, ils verront leur situation empirer. C'est un langage que vous ne pouvez tenir car cette politique néfaste de conciliation et de discussion vous vous y enlisez davantage d'un congrès à l'autre. Vous avez permis aux gouvernements bourgeois successifs de passer des mesures réformistes pseudo-socialistes dont vous étiez le principal exécutant à un pa-

ternalisme vulgaire pour lequel ils n'ont plus besoin de votre concours. Vous avez rechigné et rechignez encore devant ce paternalisme, mais vous vous y pliez en définitive, par crainte de la concurrence des autres centrales, lorsque, par exemple, vous signez à deux reprises les accords Renault qui consacrent le renoncement des ouvriers à la grève, leur principal moyen de lutte, ou encore lorsque, dénonçant la politique sociale gaulliste — « intéressement des travailleurs », association capital-travail — vous n'en participez pas moins aux discussions qui ont pour but de leur donner une réalité matérielle. Ainsi vous parlez constamment d'unité et de lutte et vous agissez toujours sur le terrain de la division des ouvriers et de la collaboration avec le patronat (1).

Cette déchéance syndicale il vous appartenait de la parachever cette année sur le terrain des modifications de structure de votre propre organisation, qu'il faudrait adapter aux « conditions de notre époque », laquelle — Frachon dit — « n'est plus du tout celle d'il y a vingt ans ». Il est bien vrai que le capitalisme, durant ces dernières décennies, a accentué sa tendance à la concentration économique, à la centralisation politique, à l'intervention étatique dans tous les domaines. Un esprit simple en déduirait que les syndicats, pour mieux lutter contre lui, devraient suivre une évolution parallèle, atteindre à davantage d'homogénéité des plateformes revendicatives, coordonner encore plus étroitement les luttes partielles et resserrer les liens de l'organisation syndicale. Ce serait ne rien entendre à la dialectique des gens de la C.G.T. Quand les organisations patronales concentrent leurs forces, quand l'Etat impose des mesures draconiennes générales, ils prônent, eux, l'autonomie des initiatives locales, la spécificité des cas de lutte, ils mettent en garde leurs militants contre le risque de « transposer mécaniquement (!) l'expérience acquise d'un secteur donné par rapport à un secteur déterminé, chacun devant tenir compte de ses propres conditions... »

En un premier temps, lors d'un précé-

(1) « En présence des propositions concrètes visant à l'association capital-travail dans une entrepris, la C.G.T. tout en participant aux discussions entre patrons et ouvriers, alertera le personnel, dénoncera les objectifs du patronat, organisera l'action pour les seules revendications susceptibles d'améliorer la situation des travailleurs. » « PROJET SOUMIS A LA DISCUSSION DU CONGRES : La tromperie de la collaboration de classes. »

dent congrès, la C.G.T. a officiellement résilié le principe des actions uniformisées sur le plan national et a décrété que les tactiques devaient varier selon les conditions d'action « propres à chaque entreprise ». Ce qui a eu pour résultat d'accroître la fragmentation de fait des mouvements revendicatifs, la disparité des résultats obtenus, la différenciation des salaires, non plus seulement de catégorie à catégorie, mais d'entreprise à entreprise, en un mot, d'accentuer la division des travailleurs. Au 33^e Congrès ses dirigeants vont plus loin encore : « Aujourd'hui, a déclaré B. Fraçon, le fonctionnement d'un syndicat ne peut se concevoir autrement que sur la base de l'entreprise ». Ce qui veut dire, si le principe est appliqué, que, désormais, l'activité, les décisions et les initiatives dans le cadre de l'entreprise, l'emporteront sur les prérogatives de la liaison « horizontale » entre les Unions Départementales et la liaison « verticale » entre les Fédérations nationales, mécanisme qui, en dépit du sabotage dont il était l'objet, offre théoriquement le cadre adéquat à la lutte ouvrière dans les conditions du capitalisme moderne. Ce dernier pas, mais non des moindres, nous rapproche un peu plus de la transformation complète et définitive de

l'appareil de la C.G.T. en vulgaire auxiliaire du patronat.

Durant ces congrès préfabriqués, c'est un jeu pour les dirigeants de présenter les pires démissions comme le dernier mot de la tactique syndicale. Mais la réalité de la lutte ouvrière se trouve ailleurs que dans les acrobaties verbales et dans les effets de tribune. Aux thèses trompeuses et défaitistes du 33^e Congrès, nous opposons la perspective de crise et de radicalisation sociale qui se dessine, et qui entraînera la reprise de la lutte prolétarienne. Hâtez-vous donc de profiter de la situation, Messieurs les bonzes ! Dépêchez-vous de parler de lutte ouvrière tout en trahissant tous les jours la lutte de classe, de clamer l'unité tout en réalisant la division. Les années vous sont comptées au cours desquelles vous pourrez continuer à faire le contraire de ce que vous dites et à dire le contraire de ce que vous faites. Cette contradiction ira s'amplifiant au rythme des contradictions de la politique réformiste à laquelle vous êtes liés. La reprise ouvrière vous surprendra dans vos savantes spéculations et ce sera le signal de votre déchéance en même temps que celui de la reconstitution des organismes politiques et syndicaux de classe du prolétariat.

Berlin et l'internationalisme prolétarien

Dans l'imbroglie des déclarations, notes et ripostes suscitées par les événements de Berlin, nous pouvons d'ores et déjà, en envoyant à tous les diables les arguties juridiques invoquées de part et d'autre, dégager trois choses certaines. D'abord, l'impuissance dont fait preuve la coalition qui a vaincu l'Allemagne hitlérienne pour dénouer la situation politique née du relèvement économique de ce pays. Ensuite, la volonté russe de perpétuer sa division en deux Etats. Enfin, l'importance et la vivacité de la tradition chauvine, effroyablement entretenue et renforcée par la campagne du P.C.F. et les arguments qu'elle emprunte à la fable de « l'éternel militarisme allemand ».

LES VÉRITABLES CAUSES DU REARMEMENT ALLEMAND.

Confronté avec les promesses de paix, de

stabilité et de prospérité faites par les vainqueurs de la dernière guerre, le décapage de l'Allemagne en deux Etats distincts apparaît comme une anomalie aussi monstrueuse que celle de l'Europe wilsonienne née du Traité de Versailles. Et il est bien clair que le gouvernement russe partage avec les capitalistes occidentaux l'entière responsabilité de cette « solution » réactionnaire. Mais, au point de vue des intérêts de classe de la bourgeoisie mondiale et de son souci constant de prévenir la reconstitution de l'unité internationale du prolétariat, la division de l'Allemagne représente la neutralisation la plus efficace du prolétariat le plus important et le plus vigoureux d'Europe. C'est de cette considération que nous devons partir pour affronter le mensonge colossal qui réussit à faire des « Reich » successifs, de celui de Guillaume à celui d'Adenauer, en passant bien entendu par celui de Hitler, les responsables exclusifs des guerres européennes et mondiales.

La conviction, chèrement acquise par le prolétariat révolutionnaire que tous les gouvernements et toutes les classes dominantes portent des responsabilités égales dans le déclenchement des guerres impérialistes éclaire d'un jour cru divers éléments de fait qui renforcent cette thèse fondamentale de l'internationalisme prolétarien. A leur leur, il devient clair que, quinze années après l'écrasement du nazisme, ce sont les nations « démocratiques », leurs classes dirigeantes et leurs serviles partis de droite ou de gauche qui ont recréé une situation explosive dans un pays qui, pour certains hurluberlus, est frappé de malédiction historique et voué au rôle d'éternel trublion de la bonne société bourgeoise.

L'existence d'une armée d'Allemagne occidentale dotée d'engins atomiques, le rôle stratégique de première importance que lui assigne l'impérialisme américain par le truchement de l'O.T.A.N., l'importance politique du gouvernement de Bonn, tout cela repose sur l'extraordinaire expansion de sa production. Et celle-ci n'est aucunement due à quelque faculté miraculeuse du peuple allemand... encore que le philistin occidental se plaise à en vanter les vertus d'application, de travail et de ponctualité. La prospérité allemande est parfaitement en règle avec les lois de l'économie capitaliste qui veulent que, dans les pays saignés à blanc par la guerre, les indices de production s'élèvent rapidement, d'autant plus rapidement que les effets de la guerre les ont fait descendre plus bas. Cela se vérifie au Japon, en Italie, et même dans la vieille France, dont la reprise productive d'après-guerre tient tout autant du prodige apparent. Point n'est donc besoin d'invoquer une mentalité spéciale des capitalistes allemands et le « désir de revanche » de ses généraux pour expliquer l'ascension de Bonn.

Il n'est paradoxal qu'en apparence que ce soit l'Allemagne de l'Est, plus pauvre que sa rivale, qui ait déclenché la crise de Berlin. Parmi diverses autres difficultés, son économie se ressentait dangereusement de l'hémorragie de forces de travail que représentait, jusqu'au bouclage de la « frontière » intérieure, l'émigration permanente de milliers de jeunes. Ce mouvement, comme la grande presse l'a complaisamment souligné, n'était pas déterminé par des mobiles idéologiques ou politiques, mais simplement par la perspective — réelle ou surfaite, peu importe — de meilleures conditions de vie dans l'Allemagne de l'Ouest.

Comme cette différence entre les niveaux de consommation et les conditions de travail dans chaque Allemagne ne doit rien à de soi-disant différences politiques des deux régimes, également fondés sur l'exploitation de la force de travail, mais résulte de la dissociation de régions économiquement complémentaires, c'est bien un *facteur économique* qui a précipité les frictions entre leurs gouvernements respectifs. S'il est facilement prévisible que le pouvoir de Bonn ne se résignera pas, *dans l'avenir*, à accepter une amputation définitive des provinces de l'est, il est non moins certain que celui de Pankov supporte, *dans l'immédiat*, des préjudices sérieux du fait de cette division. Faut-il, pour mettre les points sur les i, rappeler que la paternité de ce contraste intolérable n'incombe nullement aux Allemands de l'Ouest ou de l'est, mais aux superbes vainqueurs de la Croisade du Droit, de la Civilisation et de la Justice ?

Socialement et politiquement, il n'est pas difficile d'identifier les causes de l'inégalité de sort entre les deux Allemagnes et les raisons de la richesse de celle de l'Ouest. Ce n'est un secret pour personne qu'au départ la prospérité de Bonn est due en partie à l'afflux des capitaux européens : l'infrastructure productive de ce pays à haut potentiel industriel n'était pas profondément atteinte par les destructions militaires (on sait maintenant que, si elles coûtèrent la vie à des millions de personnes, elles respectèrent, par exemple, les installations de l'I.G. Farben), et le taux de profit élevé y garantissait des affaires particulièrement lucratives. C'est dans la nature du capital de n'avoir point de patrie et de persuader les prolétaires qu'ils en ont une, eux, afin que, s'entretenant et détruisant, ils rendent possible la reconstruction, ses bénéfices et ses taux de profit élevés.

Mais cette initiative du grand capital, qui est à l'origine de la résurrection de l'Allemagne, de son réarmement et du conflit latent qu'elle entretient entre l'Est et l'Ouest, engage une responsabilité de classe ; responsabilité, dans un certain sens, moins répugnante que celle des larbins de la bourgeoisie, car elle est dans l'ordre des choses normal du capitalisme, ne disparaîtra qu'avec lui, et serait d'ailleurs vouée à l'impuissance sans la collaboration de l'opportuniste ouvrier. C'est à ce dernier en effet qu'il faut poser la question : pourquoi et grâce à qui, ce taux de profit élevé en Allemagne, pourquoi et grâce à qui cette

exubérance productive qui s'affirme aujourd'hui sous forme de divisions militaires armées jusqu'aux dents ? La réponse est facile, même si l'intéressé ne la formule pas : grâce à la politique de ceux-là même qui, aujourd'hui, dénoncent le militarisme allemand. Taux élevé de profit, disons-nous, parce que le prolétariat allemand, exsangue et décimé, à la fin de la guerre, non seulement ne pouvait s'opposer aux exigences de sa bourgeoisie et refuser les dures conditions qui lui étaient faites, non seulement se voyait imposer la coalition socialiste-chrétienne (de bons *démocrates* ceux-là, pas des nazis, mais tout aussi féroces qu'eux en matière de cadence de travail), mais encore parce que tous les partis « ouvriers » du monde, ceux de Moscou en tête, les vouaient à la malédiction universelle, estimaient qu'il n'y avait aucune humiliation, aucune exaction, aucune misère qu'il n'eût largement méritée. Parce que, la guerre finie, ces farouches « démocrates » et « communistes » n'avaient que le mot de « boche » sur les lèvres, calomniaient les P.G., excitaient contre eux et eux seuls (les Von Paulus ayant droit à des places d'Etat-Major dans l'Allemagne de l'Est) la colère suscitée par des années de mort et de destruction. En un mot parce que le « communisme » de Moscou, après avoir abandonné le prolétariat allemand à Hitler — les ouvriers d'outre-Rhin le payèrent par près d'un million de victimes avant le déclenchement de la guerre — l'abandonnait à ses successeurs en le diffamant devant la classe ouvrière du monde entier.

DU LANGAGE DE LENINE A CELUI DE KHROUCHTCHEV.

Tout cela, penseront les jeunes, c'est de la vieille histoire. Pourtant, tout le poids de cette phase de contre-révolution pèse encore sur nous. Et qui vivifie les vieux antagonismes nationaux ? Qui veut perpétuer les conditions matérielles de la division du prolétariat allemand tout en dispensant aux autres prolétariats d'Europe, au prolétariat français en premier lieu, le poison idéologique du chauvinisme ? Le propre chef de la Russie qui se prétend « socialiste », *Monsieur Khrouchtchev* !

En Europe, le sort de la révolution communiste est subordonné à la réapparition du prolétariat allemand sur la scène politique : c'est sa défaite — sur le terrain de la lutte de classe où, les armes à la main, il sut donner au prolétariat mondial l'exemple de son courage et de son énergie révo-

lutionnaires — qui, après la première guerre mondiale, a décidé du sort de plusieurs décades d'histoire. Le prolétariat allemand vaincu, c'était la révolution russe isolée, la dictature du prolétariat réduite à n'exercer son pouvoir que sur un pays arriéré où la transformation socialiste de la société restait impossible. C'est de là qu'est sortie la contre-révolution stalinienne qui a liquidé le communisme, l'internationalisme et fait le lit de la seconde guerre mondiale. Mais c'est le réveil du prolétariat allemand qui sonnera le glas du capitalisme en Europe.

Il est bien visible qu'une Allemagne coupée en deux, c'est l'impossibilité de la réunification du prolétariat allemand et c'est aussi le risque de la voir une nouvelle fois annihilée dans la vague nationaliste que ne manquera pas de susciter, à la longue, l'attribution des terres de l'est du Reich. Or ce que la Russie propose aux Occidentaux, c'est-à-dire le choix entre une paix séparée qu'elle signerait avec Pankov et la transformation de Berlin en ville libre, ce n'est rien d'autre que la consécration définitive du partage de l'Allemagne : même sans traité de paix, faire de Berlin un Trieste au cœur de l'Allemagne c'est rendre la réunification de celle-ci impossible, sinon au prix d'un sanglant conflit. La Russie, qui fut déjà complice de l'impérialisme occidental dans l'installation de cette poudrière allemande, poursuit à l'égard de la classe ouvrière de ce pays une politique contre-révolutionnaire dont le moindre résultat n'est pas de la rendre impuissante devant « l'esprit revanchard » que Moscou dénonce par ailleurs.

Mais il est un domaine où cette politique exerce des ravages encore plus grands. C'est celui de la propagande nationaliste que le Kremlin et ses hommes entretiennent à l'usage du prolétariat français. Quand Khrouchtchev vint à Paris, en mars 1960, tous ses discours et interviews furent axés sur la dénonciation du péril du « militarisme allemand », toute sa tactique consista à spéculer sur le chauvinisme impénitent ancré dans la tradition populaire française. Cet homme, qui poussa la platitude diplomatique jusqu'à appeler « Soviet parisien » le conseil municipal composé de bourgeois et de gaullistes notoires ; ce représentant du « communisme » mondial qui dédaigna de visiter, au Père Lachaise, les premiers ouvriers morts pour la cause communiste et qui réussit ce tour de force de célébrer le Paris révolutionnaire sans dire un mot de la Commune de 1871 ; cet homme, donc,

prononça cette phrase ignoble dans la bouche de qui se prétend le fidèle disciple de Lénine : « Si l'on a réussi à porter un coup décisif au militarisme allemand au cours de la première guerre mondiale, la raison principale en fut l'alliance franco-russe ».

Et dire que Lénine s'est exténué durant des années à stigmatiser cette collusion du capital français avec le tsarisme, que son principal grief contre les Mencheviks consistait en ce que ces derniers, après le renversement du tsarisme, voulaient continuer la guerre et prolonger cette coalition ! Dire que son indignation touchait à la rage lorsqu'il entendait les renégats du socialisme français répéter cet « infâme mensonge » du militarisme allemand, qu'il ne cessait d'affirmer que les véritables causes de la guerre résidaient précisément dans les accords secrets du gouvernement français avec les ministres du tsar, dont les clauses devaient fatalement provoquer l'entrée de l'Autriche dans le conflit et à sa suite celle de Guillaume II !

A ce langage répugnant du commis-voyageur du capitalisme « soviétique » opposons brièvement, à l'usage de la jeune génération politique, hélas séparée par un fossé historique de la grande époque du communisme, ce que disaient ses maîtres authentiques, lorsqu'il leur fallait affronter le chauvinisme et les exaspérations nationales provoqués par les exactions de la guerre impérialiste. Quand l'armée allemande, en 1918, envahissait la Russie de la révolution d'Octobre, ne rencontrant plus de résistance dans un pays épuisé et livré aux assauts de la contre-révolution blanche ; quand le pouvoir des Soviets dut envisager de négocier avec l'Etat-Major allemand, il délégua d'abord Joffé, ensuite Trotsky. Est-il question, dans leurs interventions, de « militarisme allemand » (qui, pourtant, se manifestait alors de façon réelle) ? Dirent-ils un seul mot qui puisse laisser croire qu'ils assimilaient les travailleurs mobilisés à cette clique arrogante de junkers qui entendait dicter ses dures conditions ? Bien au contraire ! Suivant la ligne de Lénine, qui avait clairement défini la guerre en cours comme une querelle entre « marchands d'esclaves », ils s'adressèrent, par le moyen indirect de leurs déclarations officielles, aux soldats allemands, leur parlant comme à des ouvriers, des prolétaires, des camarades. « Cet homme, s'exclamait Ludendorf, le sinistre général en chef de l'armée allemande en parlant de Trotsky, ne semble pas être ici pour parler de paix et de conditions d'armistice, mais pour dresser contre nous, par-

dessus nos épaules, nos propres soldats. Il les appelle en vérité à la révolution. »

Et c'est bien là le point crucial, la pierre d'achoppement des vrais internationalistes. Quand la guerre impérialiste a brisé l'unité du prolétariat, ou bien, par-dessus les gouvernements, on appelle les ouvriers à la lutte révolutionnaire contre leur propre bourgeoisie et alors le front de classe se reconstitue ; ou bien on leur prêche la démocratie et l'union sacrée, et chaque prolétariat, rivé à sa bourgeoisie, est prêt à massacrer son voisin. Les Russes n'ont pas fait la dernière guerre pour la révolution, mais pour la démocratie. Vainqueurs, ils ont traité les prolétaires allemands, non pas comme des frères de classe, mais comme des ennemis et des vaincus. Ils ont semé eux-mêmes le nationalisme « revanchard » dont Adenauer profite, et ils sont voués à continuer de déverser les invectives belliqueuses et chauvines qu'aucun bourgeois, qu'aucun réactionnaire, s'appellât-il Clemenceau ou Poincaré, ne pourrait dépasser.

LE VRAI FOYER DU CHAUVINISME ET DU BELLICISME.

Faisant écho à la propagande de Moscou, celle des stalino-krouchtcheviens français a déclenché une campagne d'un chauvinisme aigu, d'un niveau et d'une ampleur qu'on n'avait plus connus depuis la Libération. Sans passer en revue les titres et manchettes de *l'Humanité*, il suffit de citer une phrase édifiante d'un tract commémorant les victimes de la Résistance : « C'est aujourd'hui le même combat qui continue. »

Ainsi, rien ne serait donc changé, sinon dans le camps des exploiters où les adversaires d'hier sont devenus les alliés d'aujourd'hui, du moins dans celui des exploités qui continueraient à nourrir éternellement les haines fratricides ? Quinze années de désintégration de tous les arguments politiques de la croisade anti-fasciste, de démentis cinglants aux promesses de « lendemains qui chantent » seraient passées sans entamer l'hystérie patriotique ? On aurait vu les Etats « démocratiques » reprendre à leur compte les procédés de violence, d'arbitraire et de pression policière qu'on disait être l'exclusivité de l'hitlérisme, la lueur sinistre des « Oradour-sur-Glane » aurait éclairé tous les coins de l'Afrique sans que, dans cette coterie de bureaucrates irresponsables qu'est devenu le « parti communiste français », quelqu'un s'écrie enfin : « Un peu de pudeur, un peu de modération en parlant de ce que fait la bourgeoisie alle-

mande, quand nous voyons ce que « notre » bourgeoisie est capable de faire.»

Mais non ! Pour ces « anti-dogmatiques » il est un dogme sacré. Celui de la virginité morale, de la supériorité dans la justice et l'humanité des membres de la coalition anti-allemande, de la turpitude, de l'infâmie, du « péché originel » de l'Allemagne de tous les temps. Et ils poursuivent, impassibles, leur tâche d'excitation des ouvriers contre « l'Allemagne revancharde »...

Il n'aura donc servi à rien que *toutes les conditions* qui ont déclenché la seconde guerre mondiale soient réapparues sans le concours d'un quelconque Hitler, que le militarisme ait pris des proportions effrayantes dans tous les pays, la Russie comprise, que la fleur vénéreuse du fascisme — exclusivité allemande et italienne, disait-on — germe paisiblement, pacifiquement sur le fumier de la bourgeoisie parlementaire française. On en est toujours au même point : le prolétaire de France que toutes les propagandes, depuis plus d'un demi-siècle, invitent à manger du « boche » à tous les repas en est donc toujours friand ; il suffit d'agiter le chiffon rouge du « militarisme allemand » (*distinguo* cependant : celui de l'Ouest, car celui de l'Est, comme chacun le sait, n'est armé que de branches d'olivier) pour que l'apoplectique taureau gaulois s'emballe...

Mais ce militarisme, *comme explication de la guerre impérialiste*, ce n'est qu'un argument mensonger pour dissimuler la responsabilité de *toutes les bourgeoisies* du monde. Et cela, Messieurs les usurpateurs du nom de « communiste », toute l'œuvre et toute la lutte de Lénine en témoignent, à Zimmerwald, à Kienthal, comme à la tête de la révolution russe d'Octobre. Toute la vie de celui dont vous falsifiez l'enseignement tout en profanant le nom, ne fut qu'un effort acharné pour dénoncer ce sanglant mensonge de la responsabilité particulière d'un pays dans le massacre mondial, toute sa colère s'orientait vers ceux qui l'avait propagé, les Guesde, les Renaudel, les Cachin, les Legien et autres social-traitres qu'il voulait impitoyablement éliminer des organisations ouvrières, et même vers ceux qui, comme Kautsky, ne le répandaient pas directement, mais ne le combattait pas non plus.

Que les jeunes militants du P.C.F., qui ont peut-être lu cela dans les classiques brochures des « Editions Sociales » agréées par le parti, mais l'ont oublié ou pensent qu'il s'agit de choses « dépassées », se reportent donc à l'histoire de leur propre organisation si, par chance, ils en découvrent quel-

que exemplaire pas trop récent et pas trop remanié. Il faut remonter loin pour trouver un cas important où ce parti se conduisit comme un vrai parti de classe, prolétarien et internationaliste. Mais cet exemple existe et il est encore « d'actualité », car il représente l'attitude que doit prendre l'organisation prolétarienne révolutionnaire face à l'exaspération des passions chauvines provoquées par les contradictions de la société capitaliste.

Ils y verront qu'après l'autre guerre, à l'époque de l'occupation de la Ruhr, quand la désorganisation économique et les réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles plongeait les ouvriers rhénans dans la misère, quand une vague de colère les soulevait contre les troupes françaises d'occupation, quand la bourgeoisie allemande, par son aile extrémiste des nationalistes en chemises brunes, s'efforçait de tirer profit de cette occupation, pour l'intérieur et pour l'extérieur, communistes français et communistes allemands s'épaulèrent fraternellement pour combattre, d'une part la progression du nationalisme dans le pays vaincu, de l'autre les exactions de l'impérialisme vainqueur. Des hommes du parti allèrent en prison pour avoir eu le courage de jeter à la face de la bourgeoisie française son propre portrait historique : celui d'une bourgeoisie sanguinaire, usuraire et pillarde, qui tirait les ficelles des gouvernements de paille installés par l'Entente. Cette attitude, ce langage des communistes français de l'époque, c'était ceux des prolétaires, des révolutionnaires et non celui des larbins du capitalisme. Aujourd'hui, ces derniers, qui ont, hélas, conservé la vieille étiquette de « communistes », sont certes bien incapables d'influer en quoi que ce soit sur les décisions du grand capital (qui se moque éperdument des « insultes faites à nos morts », de la « profanation du sol sacré » et autres billevesées de petits-bourgeois : il va où le profit l'attire et s'acquine avec le diable si le diable sert de bons dividendes), mais ils savent encore dévoyer les masses ouvrières dans l'enfer du chauvinisme.

Puisque nous sommes revenus au passé, voici un exemple « d'esprit revancharde », mais tenez-vous bien, dignes patriotes du P.C.F. : il est *français* ! La bourgeoisie n'est jamais revancharde que sur un plan de classe, vis-à-vis du prolétariat, et la bourgeoisie de ce pays a toujours été particulièrement haineuse et sanguinaire à l'égard des révolutions ouvrières, chez elle d'abord, dans le monde entier ensuite. A l'époque

où les grands pays capitalistes, l'Angleterre et l'Amérique notamment, convaincus qu'on ne pouvait abattre le jeune pouvoir des Soviets, trouvaient intérêt — intérêt bourgeois bien compris, s'entend — à reconnaître le gouvernement de la nouvelle Russie, les représentants de la bourgeoisie française, Clemenceau, Poincaré, par *haine de classe*, voulaient à tout prix la fin des Bolcheviks et continuaient à soudoyer les généraux blancs, à dresser les gouvernements fantoches d'Europe centrale contre la Russie, à susciter indirectement les massacres de communistes un peu partout dans les Balkans.

Mais, sur un plan de rivalité impérialiste, la bourgeoisie n'est pas « revancharde » : elle recherche les « affaires » et le profit. Et c'est le plan sur lequel se place l'Allemagne de Bonn. Lui attribuer des mobiles « passionnels », comme le fait la propagande orchestrée par Moscou, ne sert qu'à passionner les ouvriers pour une cause qui n'est pas la leur. Au prolétariat allemand, qui a

fait ses preuves de courage, il n'y a pas si longtemps, contre les chars soviétiques de Berlin-Est, les vrais prolétaires, les vrais révolutionnaires, ceux qui animeront le *parti communiste de demain*, doivent s'adresser sur un ton fraternel et pathétique : il s'agit d'éviter que les ouvriers de chaque pays, se solidarisant patriotiquement avec leur bourgeoisie, ne soient divisés et désarmés une nouvelle fois devant le troisième massacre qui prépare les contradictions du capitalisme. Prolétaires allemands, votre objectif n'est pas simplement la réunification allemande, comme le nôtre n'est pas la grandeur française ou de tout autre pays. Notre objectif commun c'est la reconstitution du front international du prolétariat, qui exige en premier lieu que chaque prolétariat lutte contre sa propre bourgeoisie et applique le principe fondamental du « Manifeste Communiste » : PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LA GRANDEUR EN PÉNITENCE

La dialectique inexorable de l'histoire contraignait les « grands hommes », les « prophètes », les Jeanne d'Arc de la société capitaliste auxquels l'impuissance de la classe dominante et de sa valetaille opportuniste confie la tâche de « sauver la patrie » et d'en guérir les infirmités, à proclamer la vanité de toute thérapeutique et la faillite de toute espérance.

De Gaulle lui-même — et avec lui la soi-disant Gauche française — attribuait à son extraordinaire « sagesse » et à son exceptionnel « courage » le pouvoir de redresser la France et de lui faire connaître une nouvelle « belle époque ». Il avait réduit le « fascisme » des parachutistes d'Alger ; il était, disait-on, le dernier rempart de la démocratie et de ses « valeurs » dans la métropole. Aujourd'hui, les « paras » poursuivent leurs « ratonnades », non plus en Algérie, il est vrai, mais à Metz, cité historique de la « France Eternelle ».

Les faits faisaient de lui, disait-on, le seul qui puisse ramener la paix en Algérie et entreprendre des négociations franches et loyales avec les « rebelles » : La paix n'est pas venue, la guérilla s'est atténuée dans les djebels pour s'aggraver dans les rues. Quant à la négociation, elle a sombré, qui sait pour combien de temps, dans la

mer de sable et de pétrole du Sahara.

Il avait proclamé la fin du vieux colonialisme, reconnaissant la nécessité et la possibilité de liens nouveaux d'association entre Paris et ses anciens domaines impériaux. Et, pour réaliser sans secousses ce changement de travesti de l'impérialisme français, il comptait jouer la carte de l'ami Bourguiba. Mais les faits sont venus démontrer que l'armée et la marine de S. M. la République sont, lorsqu'il s'agit de défendre les positions impériales, non moins « énergiques » que les « paras » indisciplinés ou la déloyale Légion Etrangère. Quant à Bourguiba, le heurt à Bizerte ou à l'O.N.U. démontre que le mouvement anticolonialiste, une fois amorcé, peut forcer la main au plus subtil partisan du compromis avec l'ancien maître impérialiste. Nous ne considérerons pas ici les nombreux facteurs secrets qui ont poussé à ce duel franco-tunisien. Il est bien possible que Bourguiba ait joué avec audace sa carte favorite, « l'internationalisation du problème maghrébin », pour enlever au F.L.N. le monopole des sympathies arabes, tout en préparant le terrain pour l'avenir, c'est-à-dire pour une participation directe à la possession du Sahara et de son pétrole, et pour faire concurrence à Ferhat Abbas dans l'obten-

tion d'investissements du grand capital français. En un mot, il s'agissait probablement pour lui d'écarter la menace d'un accord à deux seulement : Paris-F.L.N., comme on a pu le lire dans la presse « indépendante internationale qui, lorsqu'il s'agit d'interpréter ce qui se trame en coulisse, ne recule pas devant une vision très... matérialiste de l'histoire. Mais là n'est pas, pour nous, l'essentiel.

Le point essentiel, comme pour l'Algérie, c'est que les apprentis-sorciers réussissent difficilement, à la longue, à conjurer les spectres qu'ils ont évoqués et qui risquent — toujours dans une perspective à long terme — de mettre en pièces leurs plans. Cette « solidarité afro-asiatique » que le Premier tunisien s'est assurée aujourd'hui, peut le gêner — et considérablement — demain, comme elle gêne De Gaulle aujourd'hui.

Celui-ci voit maintenant ses grands électeurs, les paysans, se dresser fermement contre lui. Pris entre le marteau et l'enclume, entre la nécessité d'écraser la petite entreprise paysanne au profit de la grande entreprise capitaliste mécanisée et la nécessité non moins impérieuse de ne pas perdre l'appui (essentiel à la conservation bourgeoise) des « producteurs indépendants », des couches moyennes, De Gaulle consent à la hausse des céréales et du pain. Il

détruit ainsi la base de sa politique qui visait exactement à l'opposé, à la réduction des prix des produits agricoles de première nécessité pour enrayer les revendications d'augmentation de salaires, et pour rendre plus concurrentielles l'industrie et l'agriculture françaises. Au lieu de cela, on adopte une politique de subventions en faveur des agriculteurs qui, sans même satisfaire ces derniers, coûtera aux finances publiques 135 milliards de plus qu'il n'était prévu pour l'exercice 1961. Mais De Gaulle n'avait-il pas fait de la réduction des subventions d'Etat son cheval de bataille ?

Il ne retrouvera pas l'appui enthousiaste des paysans qui menacent de dresser de nouvelles barricades en septembre ; il sera obligé de remettre à plus tard la réalisation des plans qui devaient permettre à la France d'affronter la concurrence des autres pays du Marché Commun et il s'aliénera plus encore les ouvriers de l'industrie. En fait, dans tous les secteurs et malgré son olympique supériorité de Sybille, on assiste à l'écroulement progressif du fragile système édifié sur la lâcheté des socialistes, la respectabilité bourgeoise et l'impuissance de la « Gauche », la complicité mal dissimulée de Thorez. Les marionnettes passent : l'Histoire, avec ses lois inflexibles, reste.

A quand le *de profundis*, pour De Gaulle et ses semblables ?